



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Marché n°2025-649

**Mise à disposition d'un système de vote électronique pour les
élections des membres des Chambres de Commerce et d'Industrie
(CCI)**

1. Contexte.....	4
1.1. Organisation du réseau	4
1.1.1. Structure du Réseau CCI	4
1.1.2. Droits et Obligations du Réseau CCI	4
1.1.3. Régime Électoral.....	4
1.2. Missions principales.....	5
1.2.1. Création, reprise, transmission d'entreprise	5
1.2.2. Formation professionnelle	5
1.2.3. Accompagnement à l'international	5
1.2.4. Développement économique local	5
1.2.5. Événements et rencontres professionnelles	5
1.2.6. Gestion des formalités administratives	6
1.2.7. Services numériques	6
1.2.8. Rôle de représentation.....	6
1.3. Contexte du besoin.....	6
2. Objet du marché.....	8
3. Principales caractéristiques du projet	9
3.1. Enjeux spécifiques du chantier « Vote électronique »	9
3.2. Présentation des opérations électorales	9
3.2.1. Considérations générales	9
3.2.2. Modalités du scrutin	10
3.3. Planification globale du projet	13
3.4. Volumétrie.....	14
4. Exigences.....	15
4.1. Exigences fonctionnelles	15
4.1.1. Plate-forme de vote électronique	15
4.1.2. Fichier des électeurs des CCI (liste électorale)	15
4.1.3. Gestion des candidatures	15
4.1.4. Déroulement du vote.....	16
4.1.5. Suspension du vote	20
4.1.6. Renvoi du matériel de vote	20
4.2. Exigences non fonctionnelles	20
4.2.1. Référentiels applicables	20
4.2.2. Sécurité de l'information.....	22
4.2.3. Exigences relatives aux données à caractères personnels	25
4.2.4. Accès à la plate-forme de vote électronique	26
4.2.5. Exigences environnementales	27
5. Prestations attendues.....	28
5.1. Partie forfaitaire.....	28
5.1.1. Construction de la plate-forme de vote électronique (« build »).....	28
5.1.2. Contribution à l'expertise indépendante	31
5.1.3. Élections générales des membres des CCI	31
5.1.4. Maintenance	33
5.2. Partie à bons de commande	33
5.2.1. Élections des membres d'une CCI	33
5.2.2. Impression et expédition du matériel de vote papier.....	33
5.2.3. Expédition du matériel de vote dématérialisé	34
5.2.4. Formation d'utilisateurs	34
6. Mise en œuvre et d'exécution du marché.....	35
6.1. Obligations du Titulaire	35
6.2. Lieu d'exécution.....	35
6.3. Outillage.....	35
6.4. Organisation et correspondants du Titulaire	35
6.5. Organisation et correspondants de CCI France	36
6.6. Pilotage du marché et des prestations	36
6.6.1. Initialisation et cadrage du marché.....	36
6.6.2. Comité de pilotage	37

6.6.3. Comité de projet (COPROJ)	37
6.6.4. Commission technique nationale	37
6.6.5. Livrables	37
6.7. Niveau de service sur les anomalies	37
6.7.1. Classification des anomalies	37
6.7.2. Délais de correction des anomalies	38
6.7.3. Contenu des fiches de demande de correction	38
7. Annexes	39
7.1. ANNEXE 1 : Fichiers à charger sur la plate-forme de vote.....	39
7.1.1. Logos	39
7.1.2. Fichier de structure électorale	39
7.1.3. Fichier des électeurs de chaque CCI	40
7.1.4. Fichier des personnes habilitées à accéder au site gestionnaire	45

1. CONTEXTE

1.1. Organisation du réseau

1.1.1. Structure du Réseau CCI

Le réseau CCI est constitué de 122 établissements publics, répartis en plusieurs niveaux, garantissant une présence à la fois nationale, régionale, et de proximité :

- **CCI France** : L'entité nationale représentative, responsable de la coordination globale du réseau ;
- **CCI de Région (métropole)** : Au nombre de 13, elles couvrent les régions de la France métropolitaine ;
- **CCI de Région (DROM)** : 5 CCI de Région sont présentes dans les Départements et Régions d'Outre-Mer ;
- **CCI Territoriales (hors DROM)** : 81 Chambres de Commerce et d'Industrie territoriales, assurant un support au niveau local ;
- **CCI Départementales d'Ile-de-France** : 6 CCI locales opérant en Île-de-France ;
- **CCI Locales** : 10 CCI locales, offrant des services spécifiques à leurs territoires ;
- **Chambres des COM et de Nouvelle-Calédonie** : 6 entités présentes dans les Collectivités d'Outre-Mer et en Nouvelle-Calédonie ;
- **CCI à l'Étranger** : Une communauté d'affaires mondiale avec 123 CCI françaises dans 94 pays.

Le réseau des CCI est soutenu par 4 100 chefs d'entreprise élus, et emploie environ 14 000 collaborateurs au service de près de 1,5 millions d'entreprises bénéficiaires et électrices.

1.1.2. Droits et Obligations du Réseau CCI

Les CCI sont soumises à des droits et obligations pour assurer leur fonctionnement et leur intégrité d'établissements publics placés sous la tutelle de l'Etat et doivent en outre :

- **Disposer d'une Comptabilité Analytique** : Les CCI tiennent une comptabilité analytique, mise à disposition des instances de contrôle pour garantir la transparence dans l'utilisation des ressources publiques ;
- **Respecter les règles de la Concurrence** : Les CCI doivent se conformer aux règles de la concurrence nationale et communautaire et ne peuvent pas financer des activités concurrentielles avec leurs ressources publiques.

Elles peuvent, avec l'accord préalable de l'autorité de tutelle, prendre part à la création et au capital de diverses entités privées, telles que des sociétés civiles, des groupements d'intérêt public, des groupements d'intérêt économique, des Syndicats mixtes, ou d'autres associations privées, pour atteindre leurs objectifs.

Le financement des Chambres de Commerce et d'Industrie est assuré par plusieurs sources dont la Taxe pour Frais de Chambres de Commerce et d'Industrie (TCCI), fixée par la Loi de finances.

1.1.3. Régime Électoral

Le système électoral des CCI a évolué en 2011, introduisant une élection à double niveau, local et régional, pour garantir une représentation équilibrée et économiquement justifiée :

- **CCIT et CCIR** : Les Chambres de Commerce et d'Industrie Territoriales (CCIT) (ainsi que les CCI locales et départementales d'Ile-de-France) sont composées de 24 à 100

membres, tandis que les Chambres de Commerce et d'Industrie Régionales (CCIR) comptent de 30 à 120 membres ;

- Répartition des Sièges : La répartition des sièges se fait par catégorie (commerce, industrie, services) et, le cas échéant, par sous-catégories (selon la taille des entreprises) en fonction d'une étude économique réalisée par chaque CCIT et chaque CCIR dans le cadre d'une concertation et harmonisation au niveau régional

1.2. Missions principales

1.2.1. Création, reprise, transmission d'entreprise

Le parcours commence lorsque l'entrepreneur contacte la CCI pour obtenir des informations sur le processus de création, reprise et transmission d'entreprise.

Un conseiller de la CCI l'accompagne dans les démarches administratives, la rédaction du business plan, et l'immatriculation de la nouvelle entreprise.

Le suivi se poursuit avec des conseils sur la gestion d'entreprise, l'accès au financement, et le développement commercial.

1.2.2. Formation professionnelle

Le parcours débute lorsque l'entreprise ou l'individu recherche des formations professionnelles.

La CCI propose une gamme de formations adaptées aux besoins, avec des inscriptions en ligne et une gestion des paiements.

Les participants reçoivent des confirmations d'inscription, des rappels de sessions, et des certificats de formation à la fin du parcours.

1.2.3. Accompagnement à l'international

Le parcours commence lorsque l'entreprise souhaite explorer des opportunités à l'international.

La CCI fournit des informations sur les marchés étrangers, organise des missions commerciales, et assiste dans les démarches d'exportation.

Le suivi inclut la gestion des rendez-vous avec des partenaires internationaux, la documentation douanière, et le suivi des contrats.

1.2.4. Développement économique local

Le parcours débute lorsque des entreprises locales ou des collectivités cherchent à développer leur activité.

La CCI propose des services de conseil en stratégie, de mise en réseau avec d'autres entreprises, et d'accès aux opportunités de financement.

Le suivi consiste en un accompagnement continu pour soutenir la croissance des entreprises locales.

1.2.5. Événements et rencontres professionnelles

Le parcours commence lorsque des entreprises souhaitent participer à des événements, des salons, ou des rencontres professionnelles organisés par la CCI.

La CCI gère les inscriptions, fournit des informations sur les événements, et facilite les interactions.

Le suivi peut inclure la collecte de feedback sur les événements et la promotion des prochaines activités.

1.2.6. Gestion des formalités administratives

Le parcours démarre lorsque des entreprises ont besoin d'aide pour accomplir des formalités administratives, telles que l'obtention de licences, la déclaration d'activité, ou le renouvellement de documents légaux.

La CCI propose un accompagnement à la formalité, suit le statut des demandes, et notifie les entreprises des échéances à respecter.

1.2.7. Services numériques

Le parcours commence lorsque des entreprises cherchent à améliorer leur présence en ligne ou à utiliser des outils numériques pour leur développement.

La CCI propose des ateliers de formation, des audits de site web, et des conseils en marketing digital.

Le suivi consiste en un accompagnement dans la mise en œuvre des stratégies numériques.

1.2.8. Rôle de représentation

Les CCI jouent un rôle crucial dans la promotion et la défense de l'intérêt général des entreprises, en agissant en tant qu'entité indépendante lors de leurs interactions avec les pouvoirs publics. Ce processus débute lorsqu'une collectivité ou les pouvoirs publics sollicitent la CCI pour recueillir son avis, sa participation à un événement ou son implication dans un groupe de travail.

La CCI apporte son expertise sur le sujet en question et garantit une présence constante tout au long du projet, facilitant ainsi le dialogue constructif entre les entreprises et les instances décisionnelles.

1.3. Contexte du besoin

Le prochain renouvellement général des membres des CCI aura lieu au cours du dernier trimestre 2026.

En prévision de cette échéance, CCI France a mis en place une équipe projet chargée de :

- Coordonner la définition des besoins et procéder à leur centralisation ;
- Être l'interlocuteur de la Direction Générale des Entreprises (DGE) pour la préparation et le déroulement des élections, notamment pour la réglementation applicable et à respecter pour la préparation et le déroulement des élections
- Déterminer le cadre juridique des procédures d'achat conformément au code de la commande publique et d'assurer leur passation ;
- Piloter et synchroniser les différentes actions à réaliser sur le projet.

3 chantiers ont été identifiés par l'équipe projet CCI France :

- Un chantier « Réseau », pour la coordination des actions du réseau dans la préparation et l'organisation des élections ;

- Un chantier « Data », pour collecter les données nécessaires à la bonne tenue des élections.
- Un chantier « Vote électronique », pour mettre en place la plate-forme qui sera utilisée pour réaliser les opérations de vote.

Les 3 chantiers sont sous la responsabilité d'une directrice de projet rattachée directement à la direction générale de CCI France.

Le projet est piloté par les instances de gouvernance de CCI France (Comité Directeur, Bureau). En complément, une comitologie ad hoc a été mise en place :

- Des réunions des référents locaux "élections" pour diffuser les informations ;
- Des comités de suivi (COSUIV) opérationnels, rassemblant les représentants des parties prenantes impliquées dans les 3 chantiers ;
- Des ateliers "métiers" avec des référents locaux "élections" représentatifs.

2. OBJET DU MARCHÉ

Dans le cadre du chantier « Vote électronique » relatif à l'organisation des élections 2026 des membres des CCI, CCI France, en sa qualité de tête de réseau, souhaite confier à un prestataire la mise à disposition d'une plate-forme de vote électronique ainsi que certaines prestations annexes.

Le Titulaire aura notamment en charge :

- La conception, la gestion et la maintenance d'une plate-forme de vote électronique ;
- La réalisation de prestations associées pour l'organisation des élections à venir et notamment l'assistance et la formation ;
- La création et la transmission aux électeurs des identifiants du vote électronique.

Le détail des prestations attendues est décrit dans les chapitres suivants. L'exécution des prestations et les fournitures demandées sont soumises à une obligation de résultats et doivent être réalisées dans des délais impératifs fixés.

3. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET

3.1. Enjeux spécifiques du chantier « Vote électronique »

L'organisation des scrutins est à la charge des CCI. La passation du marché pour sélectionner le Titulaire mettant en place la plate-forme de vote électronique est confiée à CCI France.

Dès lors, CCI France, le Titulaire retenu et la solution mise en œuvre sont confrontés aux enjeux classiques d'un organisateur d'élections :

- **Crédibilité et intégrité** : Assurer (la perception d') un déroulement équitable et transparent de la procédure de vote ;
- **Sécurité et conformité** : Se conformer aux règlements et référentiels d'exigences en place et prendre toutes les mesures idoines pour assurer la sécurité des données relatives au scrutin ;
- **Participation et légitimité** : Allier sécurité des procédures avec des interfaces les plus simples possibles afin de ne pas décourager ou limiter le vote des électeurs inscrits.

3.2. Présentation des opérations électorales

Ce chapitre décrit le déroulement global des opérations électorales, pour la bonne information du Titulaire.

Le Titulaire est informé que certains éléments constitutifs des élections (nombre de scrutins, nombre d'électeurs, ...) sont susceptibles d'évoluer entre les informations énoncées dans le présent document et la tenue effective des élections.

3.2.1. Considérations générales

Les élections des CCI portent sur le renouvellement général de l'ensemble des membres de :

- 80 CCI territoriales ;
- la Chambre d'agriculture, de commerce, des métiers et de l'artisanat (CACIMA) de Saint-Pierre et Miquelon ;
- 10 CCI locales (en régions Hauts-de-France, Auvergne Rhône-Alpes et Corse) ;
- 6 CCI départementales d'Ile-de-France ;
- 13 CCI de région métropolitaines et 5 CCI de région des DOM (Martinique, Guyane, Guadeloupe, Réunion et Mayotte) étant entendu que ces 5 CCI n'ont pas de double élection au niveau régional

Les élections des CCI ont lieu par circonscription électorale, catégorie par catégorie et, le cas échéant, sous-catégorie par sous-catégorie, et sont organisées sous l'autorité des Préfectures.

Les élections des CCI ont lieu tous les 5 ans et la date de clôture du prochain scrutin sera fixée par arrêté(s) du Ministre de l'Industrie au plus tard le 1^{er} juin 2026. La date de clôture du scrutin ne peut être postérieure au premier mercredi de novembre, à minuit.

Les élections des CCI sont encadrées en particulier par les articles L.713-1 et suivants, R.711-47, R.713-1 et suivants, et A.713-1 et suivants du code de commerce, et des dispositions du Code électoral qui sont visées par les articles du Code de commerce précitées

3.2.2. Modalités du scrutin

Le scrutin est plurinominal majoritaire à un tour et les électeurs appelés à prendre part au vote dans une circonscription donnée sont les commerçants, les artisans, les conjoints collaborateurs de ces derniers, des capitaines de la marine marchande et de l'aviation civile et les représentants des sociétés commerciales et de leurs établissements immatriculés aux Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) et des établissements publics industriels et commerciaux, ayant leur activité dans la circonscription.

Chaque CCI dispose d'une circonscription unique qui est le territoire sur lequel l'élection se déroule. Les opérations électorales sont organisées sous l'autorité du préfet de région ou de département.

Les électeurs ne peuvent voter que par Internet.

Ces élections permettent d'élire simultanément les membres des CCIR et des CCIT, des CCIL dans les régions Auvergne Rhône-Alpes, Hauts-de-France et Corse, des CCID d'Ile-de-France et de la CACIMA de la Collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les membres des CCI sont élus au scrutin majoritaire plurinominal à un tour. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de suffrages, le plus âgé est proclamé élu.

Les membres élus à la CCI de région et leurs suppléants sont également membres de la chambre territoriale, locale ou départementale de la circonscription où ils ont été désignés. Cette double élection ne s'applique pas aux CCI des DROM et à la CACIMA de Saint-Pierre-et-Miquelon.

3.2.2.1. Liste électorale

La liste électorale recense l'ensemble des personnes disposant du droit de vote et contient les informations permettant d'identifier les électeurs. Elle est établie par les CCI sous le contrôle de la Commission d'Établissement des Listes Électorales (CELE).

La CELE est composée comme suit :

- Le juge commis à la surveillance du RCS, qui en assure aussi la présidence ;
- Le préfet et le président de la CCI ou leurs représentants ;
- Le greffier du tribunal de commerce ou du tribunal de grande instance et le directeur général de la CCI ou son représentant ;
- Le greffier du tribunal de commerce et le représentant de la CCI en assurent le secrétariat.

La constitution de la liste électorale s'effectue selon un processus précis dans le cadre d'une période donnée avec des dates butoirs (voir planning prévisionnel), comprenant les éventuels recours gracieux et contentieux.

Les électeurs figurant sur la liste électorale sont répartis en catégories et, le cas échéant, en sous-catégories professionnelles :

- Les catégories professionnelles, communes à toutes les chambres, sauf la CACIMA de Saint-Pierre et Miquelon, sont le commerce, l'industrie et les services ;

- Les 3 catégories de la CACIMA de Saint-Pierre et Miquelon sont : l'agriculture, commerce-industrie-services (une seule catégorie) et métiers-artisanat (une seule catégorie) ;
- Les sous-catégories professionnelles sont déterminées par chaque CCI de région pour elle-même et toutes les CCI de la région, par référence à l'effectif salarié des entreprises (exemple : moins de dix salariés). Les sous-catégories sont optionnelles (certaines régions n'ont pas de sous-catégories).

La liste électorale contient les informations obligatoires, dont celles permettant d'envoyer le matériel de vote aux électeurs.

3.2.2.2. Les listes de candidats

Les candidatures sont individuelles mais peuvent être regroupées sous forme de groupements au sein de chacune des catégories. Ces groupements de candidatures ne sont pas des listes au sens d'un scrutin de listes. Les candidatures sont présentées soit pour un mandat de membre de chambre de commerce et d'industrie de région qui va de pair avec celui de membre de chambre de commerce et d'industrie territoriale, soit pour un mandat de membre de chambre de commerce et d'industrie territoriale seulement.

Tout candidat à l'élection de membre d'une chambre de commerce et d'industrie de région se présente avec un suppléant de sexe différent (sans que cela ne nécessite de contrôle informatique bloquant, le juge des élections étant seul compétent pour sanctionner tout manquement dans la présentation des candidatures). Il appartient aux préfetures de bien vérifier cette condition au moment de l'enregistrement des candidatures.

Les candidats se présentent selon les mêmes catégories que les électeurs. Dans les cas où une CCIT ou CCIL/CCID ne dispose que d'un siège par catégorie professionnelle au sein de la CCIR, le candidat titulaire peut se présenter dans une sous-catégorie différente de sa sous-catégorie d'appartenance (Art. 713-8 du code de commerce).

Dans chaque catégorie, il y a un nombre de sièges à pourvoir déterminé par arrêté préfectoral.

Lorsque les candidatures sont regroupées sous forme de groupement (il ne s'agit en aucun cas de liste), le groupement peut comporter un nombre de candidats inférieur au nombre de sièges à pourvoir (exemple : trois candidats pour cinq sièges à pourvoir) mais pas un nombre supérieur.

Lorsque les candidatures sont regroupées sous forme de groupement, ce dernier peut utiliser une dénomination qui lui permet de s'identifier (exemple : « Liste Union Patronale de l'Ariège », « Pour le développement de l'arrondissement d'Avesnes »)

Pour chacun des candidats, il sera indiqué sa civilité, son nom et son prénom et le cas échéant des informations relatives au secteur d'activité de son entreprise et sa localisation. Exemple : M. Jean-Marie BOUCHER, boulanger, Bolbec. La mention du ressort de la juridiction commerciale dans lequel le candidat est justiciable pourrait également être requise dans le cadre de l'évolution des textes réglementaires relatifs à l'élection des juges consulaires qui est en cours. Dans le cas d'une CCI avec délégation territoriale, cette dernière est aussi mentionnée.

Les listes de candidats ne sont pas accessibles sous forme de fichier électronique et devront en conséquence être importées ou saisies dans la plate-forme de vote par internet.

Les candidats soumettent à la commission d'organisation des élections (COE) de chaque CCI leur circulaire et bulletin de vote, et livrent ensuite (voir planning prévisionnel) la version définitive. Les données indiquées sur les bulletins de vote servent de référence pour le bulletin de vote par Internet.

3.2.2.3. Une élection à double niveau local et régional

Les CCIT, CCID d'Ile-de-France ou CCIL sont composées de 24 à 100 membres et les CCIR de 30 à 120 membres. Chaque CCIT, CCID ou CCIL dispose au moins d'un siège par catégorie ou le cas échéant par sous-catégorie, sauf dans le cas des CCIT-CCIL-CCID qui ne disposent que d'un siège par catégorie au sein de la CCIR. Le nombre de siège auquel a droit chaque CCIT, CCID ou CCIL est fonction du poids économique de la CCI.

Le niveau d'organisation des élections s'effectue au niveau de chaque CCIT. Pour les CCIL et les CCID situées en Ile-de-France, en Auvergne Rhône-Alpes, dans les Hauts-de-France et en Corse, l'organisation des élections s'effectue au niveau régional.

En cas de fusion de plusieurs CCIT à l'occasion du prochain renouvellement, le scrutin permet d'élire les membres de la future CCIT lors de sa création. Néanmoins, les CCIT qui fusionnent restent des acteurs du projet jusqu'à la fin du scrutin.

En comptant 101 CCI, 3 catégories par CCI et, le cas échéant, un maximum de 6 sous-catégories par CCI, il y aura donc lors du prochain renouvellement entre 300 à 600 scrutins simultanés.

Les CCI des DROM et la CACIMA ne sont pas concernées par l'élection au niveau régional.

Il peut aussi exister dans les CCIT des délégations territoriales régies par les articles R711-18 et suivants du code de commerce).

Les membres des délégations territoriales des CCIT sont élus dans la circonscription de la CCIT à laquelle appartient la délégation territoriale.

Ils sont membres élus de la CCIT et composent cette dernière.

Matériellement, les élections de la délégation territoriale d'une CCIT sont réalisées de la manière suivante :

- La liste électorale de la CCIT est unique ; les électeurs situés dans la délégation sont donc inscrits sur la liste de la circonscription de la CCIT et sont appelés à voter pour tous les candidats y compris ceux se présentant dans une délégation territoriale ;
- Les candidats situés dans la délégation territoriale se présentent au titre de celle-ci dans leur catégorie, ou sous-catégorie professionnelle ;
- Les bulletins de vote doivent mentionner pour chaque candidat se présentant dans une délégation territoriale, le nom de la délégation territoriale en question.

3.2.2.4. Cas particulier de l'Ile-de-France, de l'Auvergne-Rhône-Alpes des Hauts-de-France et de la Corse

La CCI Paris Ile-de-France présente une organisation différente ayant un impact sur l'organisation du scrutin. C'est en effet au niveau de la CCI Paris Ile-de-France, une CCIR donc, que s'organise le scrutin pour les CCID concernées : Paris, Versailles-Yvelines, Hauts-de-Seine, Seine-St-Denis, Val-de-Marne et Val-d'Oise. Dans les 2 CCIT de la région Ile-de-

France (Essonne et Seine-et-Marne), c'est au niveau départemental que s'organisent les élections, comme dans toute CCIT.

Dans les Hauts-de-France et en Corse, c'est au niveau de la CCIR que s'organise le scrutin pour les CCIL concernées. Une organisation au niveau régional est également mise en place en Auvergne Rhône-Alpes pour la CCI locale du Beaujolais.

3.2.2.5. Déroulement du vote

A partir de la date d'envoi des plis (voir planning prévisionnel), l'électeur reçoit son matériel de vote par voie dématérialisée (voie privilégiée) ou par courrier postal simple à l'adresse figurant sur la liste électorale.

L'électeur utilise son matériel de vote pour s'authentifier sur la plate-forme de vote électronique et effectuer son vote sur la plate-forme de vote électronique.

3.2.2.6. Dépouillement et annonce des résultats

La commission d'organisation des élections procède aux opérations de dépouillement des votes en séance publique et en présence de scrutateurs désignés par le président de la commission et par les candidats ou leurs mandataires. Le président de la commission et l'un au moins des assesseurs reçoivent chacun une clef de dépouillement distincte, selon des modalités en garantissant la confidentialité, permettant d'accéder aux données du fichier dénommé "contenu de l'urne électronique". Le président reçoit également les éléments permettant la vérification de l'intégrité du système de vote électronique.

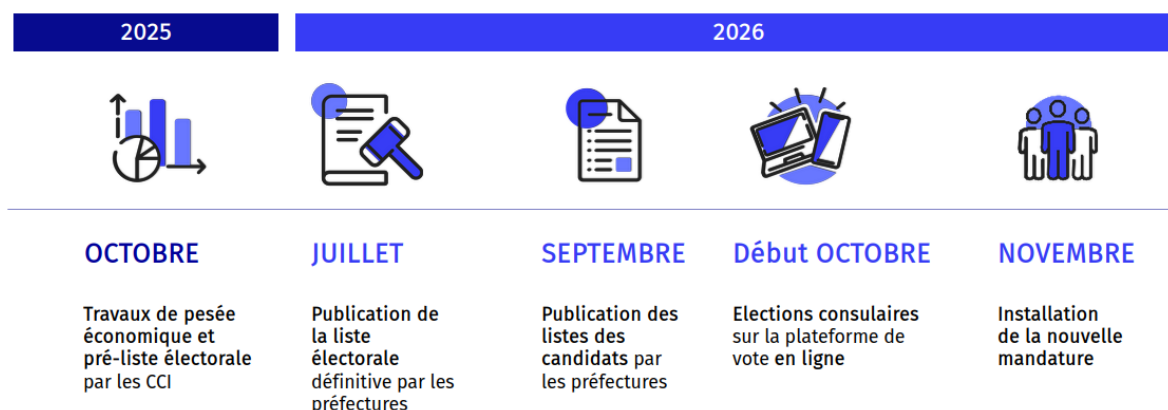
Après la clôture des opérations de vote et vérification de l'intégrité du fichier dénommé "contenu de l'urne électronique", le président de la commission d'organisation des élections et l'assesseur mentionné à l'alinéa précédent procèdent publiquement au dépouillement. Les décomptes des voix par candidat apparaissent lisiblement à l'écran et font l'objet d'une édition sécurisée afin d'être portés au procès-verbal de l'élection.

A l'issue du dépouillement, la commission d'organisation des élections dresse, pour chaque élection (par catégorie, et le cas échéant, sous-catégorie), un procès-verbal, établi selon un modèle fixé par arrêté du ministre de tutelle signé par son président et ses membres et proclame les résultats des élections en public.

Ces proclamations interviennent au plus tard soixante-douze heures après le début du dépouillement.

3.3. Planification globale du projet

La planification globale du projet est synthétisée ci-dessous :



Cette planification est fournie à titre indicatif, certains éléments étant encore l'objet d'échanges ou de procédures de validation à la date de la publication du présent marché.

CCI France attire l'attention des candidats sur la possibilité d'un report des dates des scrutins. Cette information pourrait n'être connue qu'en cours d'exécution du marché. Dans ce cas, les nouvelles dates seraient fixées par voie législative. Le cas échéant, le Titulaire sera tenu d'exécuter le marché en tenant compte de cette éventualité non imputable au pouvoir adjudicateur. Cela n'ouvre droit à aucune indemnité.

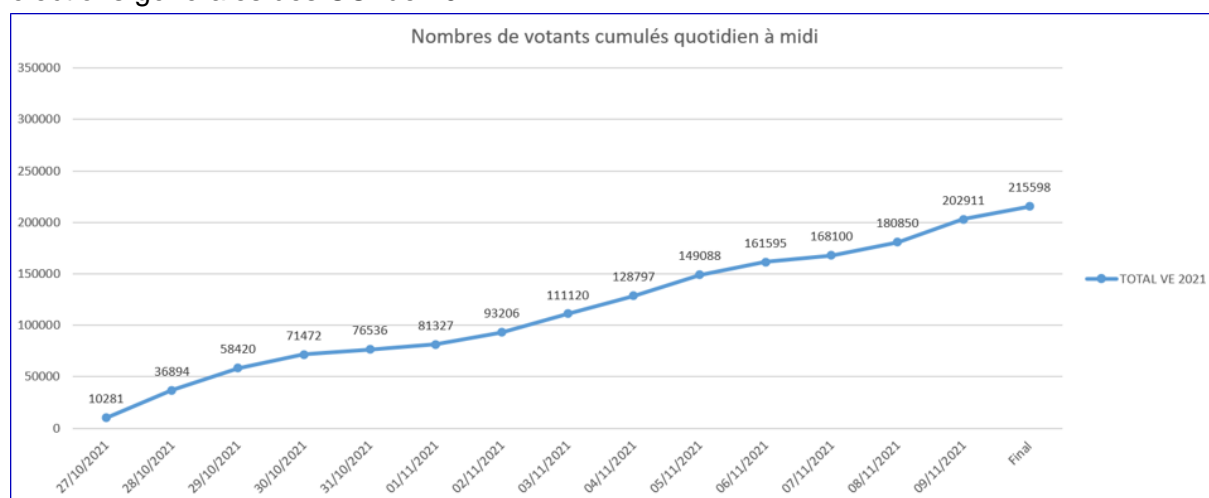
3.4. Volumétrie

Le volume total anticipé pour les élections 2026 des membres des CCI représente environ moins de 2 millions d'électeurs inscrits.

Pour information et à titre purement indicatif, le taux de participation aux précédentes élections qui se sont tenues en 2021 s'est élevé à environ 6,5 % en 2021 et à 12% en 2016. Le réseau des CCI a lancé plusieurs actions ayant pour objectif de relever ce taux de participation. L'objectif visé est un taux de participation à 15 % pour les élections 2026.

La plate-forme doit être dimensionnée pour tenir compte d'éventuelles périodes de pointe (variation jour / nuit en métropole, jour du lancement du vote et suivants, dernier jour du scrutin, éventuelles campagnes de communication en cours de scrutin, etc.).

À titre indicatif, le diagramme ci-dessous représente le cumul des votants, par jour, lors des élections générales des CCI de 2021 :



4. EXIGENCES

Outre les spécificités propres aux élections des membres des CCI, la plate-forme de vote électronique doit respecter les principes généraux du droit électoral indispensables à la régularité du scrutin. Ces exigences sont détaillées dans les chapitres suivants.

4.1. Exigences fonctionnelles

4.1.1. Plate-forme de vote électronique

Le Titulaire propose une plate-forme paramétrable sur la base d'une solution standard. La plateforme doit pouvoir être paramétrée pour répondre aux besoins du scrutin. Le titulaire veillera à répondre à 100 % des demandes exprimées en minimisant les éventuels développements spécifiques. Le paramétrage d'une plateforme n'est pas considéré comme un développement spécifique.

4.1.2. Fichier des électeurs des CCI (liste électorale)

Les listes électorales sont dressées par chaque CELE dans chaque circonscription des CCIT/CCIL/CCID et établies par catégorie et éventuellement sous-catégories. Elles recensent l'ensemble des personnes disposant du droit de vote et contiennent les informations nominatives permettant d'identifier les électeurs, d'identifier l'entreprise au titre de laquelle il est électeur, et d'adresser à l'électeur le matériel de vote, par voie postale ou par voie électronique.

Les listes électorales donnent lieu à la création de fichiers des électeurs, qui doivent être chargés dans la plate-forme de vote électronique. Ces fichiers permettent :

- De délivrer à chaque électeur les codes d'accès à la plate-forme de vote électronique ;
- D'identifier les électeurs lors du vote électronique ;
- De gérer les listes d'émargement électronique des électeurs ;
- De réaliser et d'éditer les listes d'émargement pour l'ensemble du scrutin.

Les fichiers d'électeurs sont transmis au Titulaire par chaque CELE au format CSV (cf. Annexes). Pour ce faire, le Titulaire est en mesure de proposer à chaque CELE un processus d'échanges sécurisé des informations et des données.

Afin de permettre une vérification de la conformité des fichiers des électeurs aux listes électorales transmises par chaque CELE, le Titulaire doit tenir à disposition de chaque CELE une liste de contrôle permettant de vérifier que tous les électeurs ont bien été pris en compte. La forme, le contenu et le support de cette liste de contrôle comme de la liste électorale sont définis conjointement entre CCI France et le Titulaire.

Les fichiers des électeurs peuvent subir des modifications sur demande de chaque CELE ou sur décision judiciaire jusqu'au scellement des urnes électroniques, et notamment des ajouts éventuels

4.1.3. Gestion des candidatures

Les candidatures sont présentées sous forme de groupements ou de candidatures individuelles. Ces groupements comportent un nombre de noms égal ou inférieur à celui du nombre de membres à élire dans la catégorie ou, le cas échéant, de sous-catégorie concernée. Chaque groupement est identifié par son nom.

Les candidatures ne sont pas accessibles sous forme de fichier électronique et doivent en conséquence être saisies dans la plate-forme de vote électronique par toute personne habilitée par chaque COE. Les professions de foi ou circulaires sont déposées sur la plateforme de vote électronique dans les mêmes conditions. Jusqu'au scellement des candidatures, ces données peuvent être modifiées ou supprimées dans les mêmes conditions.

La plate-forme de vote électronique permet la prise en charge de l'ordre de présentation des candidatures et l'ordre des candidats dans un groupement.

La plate-forme de vote électronique permet la consultation en ligne et l'édition sur papier par chaque COE des listes électorales, des candidatures et des professions de foi.

4.1.4. Déroulement du vote

4.1.4.1. Transmission du matériel de vote

Conformément à la réglementation en vigueur, le matériel de vote envoyé par voie postale doit parvenir à l'électeur au plus tard 10 jours calendaires avant la date de clôture du scrutin. Les informations de vote envoyées par voie dématérialisée doivent parvenir à l'électeur dès l'ouverture du scrutin.

Dans le cas d'un envoi par voie postale, l'envoi comprend :

- La notice explicative de vote ;
- Les éléments d'identification de l'électeur qui devront s'accompagner des identifiants permettant le vote électronique par internet.

Dans le cas d'un envoi par voie dématérialisée, l'envoi comprend :

- La notice explicative du vote ;
- Les éléments permettant à l'électeur de recevoir ses identifiants permettant le vote électronique par internet.

Le matériel de vote doit permettre à l'électeur de se connecter à la plate-forme de vote électronique.

4.1.4.2. Connexion à la plate-forme de vote

Pour accéder à la plate-forme de vote électronique, chaque électeur reçoit des identifiants de connexion. Lors des élections précédentes, ces identifiants étaient composés de :

- Un identifiant unique ;
- Un code strictement personnel.

Afin de permettre un contrôle et une sécurité supplémentaire, l'électeur pourra renseigner une ou deux donnée(s) personnelle(s) telle que par exemple la date de naissance.

Dans tous les cas, le dispositif proposé par le Titulaire assure la confidentialité des données transmises et la sécurité de l'adressage des moyens d'authentification.

La plate-forme de vote électronique doit permettre un verrouillage temporaire du compte d'un électeur pendant un délai d'attente incompressible après des tentatives infructueuses de se connecter.

4.1.4.3. Réalisation du vote

Le scénario de vote électronique envisagé comporte les étapes suivantes :

- Une étape d'identification de l'électeur : celui-ci saisira un code identifiant, un code secret et une donnée personnelle (date de naissance), cette saisie se faisant en 2 étapes différentes ;
- Une étape de présentation des listes de candidatures en présence et des professions de foi ;
- Le choix par l'électeur d'un nombre de candidats égal ou inférieur au nombre de sièges à pourvoir, ou bien le choix de voter blanc ;
- La présentation du bulletin de vote définitif comprenant les candidats retenus ;
- La confirmation par l'électeur du choix effectué ;
- La confirmation à l'électeur par la plate-forme de la prise en compte de son bulletin de vote ;
- La possibilité pour l'électeur d'imprimer ou de recevoir par mail un accusé réception confirmant l'enregistrement de son vote.

Le nombre de candidats sélectionnés doit obligatoirement être inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir dans la catégorie. La plate-forme de vote doit permettre à l'électeur de voter blanc. Il doit aussi permettre à l'électeur de sélectionner d'un clic l'ensemble d'un groupement.

L'électeur ne peut voter que pour des candidats en présence. Il peut également panacher.

Chaque électeur a la possibilité de voter par internet dès réception du courrier contenant le matériel de vote envoyé par ou sous la responsabilité de chaque COE, ou dès réception des informations de vote envoyées par voie dématérialisée et dès que le vote est ouvert.

Les électeurs doivent avoir la possibilité de voter à tout moment pendant la période d'ouverture du scrutin à partir de n'importe quel terminal internet quel que soit l'endroit en se connectant sur un site internet de la plate-forme de vote électronique sécurisé propre aux élections. Une fois connecté, l'électeur se voit présenter uniquement l'ensemble des bulletins de vote propres à sa CCI et à sa catégorie.

La plate-forme de vote électronique doit absolument éviter tout téléchargement de logiciel sur le navigateur internet du votant tout en permettant le chiffrement du bulletin de vote dès son émission du poste de l'électeur.

La plate-forme de vote électronique permet donc :

- Le vote à blanc ;
- A l'électeur de voir l'ensemble des listes de candidats, présentées par ordre d'enregistrement, sur un seul écran ;
- L'accès à la profession de foi associée à chaque groupement présent ainsi que les noms des candidats ;
- A l'électeur de revenir sur son choix avant validation ;
- Une validation obligatoire du choix avant chiffrement et envoi du bulletin dans l'urne électronique ;
- La possibilité pour l'électeur de conserver une trace de son vote (impression ou envoi par mail d'un accusé réception avec date et heure d'enregistrement du bulletin, à l'exclusion de toute information sur la nature de son vote).

La plate-forme de vote interdit donc :

- De voter plusieurs fois, à l'exception des électeurs détenteurs de plusieurs droits et donc de plusieurs matériels de vote ;
- De raturer les noms ou de changer l'ordre des candidats dans un groupement ;
- Tout lien entre le nom de l'électeur et son vote ;

La plate-forme de vote électronique doit fournir un ensemble d'éléments techniques permettant d'attester du bon déroulement du scrutin. Ainsi, tous les fichiers supports doivent être figés, horodatés et scellés à la fin du vote, et conservés jusqu'au terme du renouvellement général des membres d'une CCI, période de potentiel recours contentieux comprise.

La plate-forme de vote électronique enregistre l'émargement après confirmation du vote électronique par l'électeur et ne permet plus à ce dernier d'effectuer un nouveau vote, sauf pour les électeurs détenteurs de plusieurs droits et donc de plusieurs matériels de vote.

4.1.4.4. Horodatage

La plate-forme de vote électronique assure une fonction d'horodatage permettant de garantir la date et l'heure du vote de façon certaine et non répudiable pour chaque électeur. Le stockage du bulletin dans l'urne ne doit pas comporter d'horodatage.

L'heure de référence pour l'opération de vote et de clôture, affichée à l'écran, est celle de Paris.

4.1.4.5. Chiffrement

La plate-forme de vote électronique prévoit la génération d'identifiants et de mots de passe à partir de la liste électorale, le fichier ainsi créé doit faire l'objet d'un chiffrement.

La plate-forme de vote électronique procède au chiffrement de la communication et du bulletin de vote indépendamment. La procédure de chiffrement/déchiffrement ne doit pas complexifier le processus de vote.

La plate-forme de vote électronique permet le cryptage des bulletins de vote sans téléchargement sur le poste de l'électeur. Le bulletin de vote doit donc être chiffré dès son émission sur le poste de l'électeur et stocké dans l'urne, en vue du dépouillement, sans avoir été déchiffré à aucun moment. La liaison entre le terminal de vote de l'électeur et le serveur des votes doit faire l'objet d'un chiffrement distinct de celui qui s'applique au bulletin. Il y a donc un double chiffrement, à la fois le chiffrement du bulletin sur le poste de l'électeur et lors de son envoi par un canal chiffré vers les serveurs de vote.

Le bulletin de vote est donc chiffré de manière ininterrompue entre son envoi depuis le poste de l'électeur et son stockage dans l'urne, en vue de son dépouillement.

La plate-forme de vote électronique doit garantir que l'identité de l'électeur ne peut pas être mise en relation avec l'expression de son vote, et cela à tout moment du processus de vote, y compris après le dépouillement.

Les algorithmes de chiffrement et de signature électronique doivent, dans tous les cas, être des algorithmes publics réputés forts et répondre aux exigences prévues dans le référentiel général de sécurité (RGS).

4.1.4.6. Scellement de la plate-forme de vote électronique

L'élection est sous la responsabilité de chaque COE.

La plate-forme de vote électronique permet d'avoir une urne par catégorie, et le cas échéant de sous-catégorie – au niveau de chaque circonscription électorale. Les urnes sont scellées au niveau de chaque catégorie ou sous-catégorie.

A compter du scellement des urnes, il n'est plus possible de procéder à des modifications sur les listes électorales.

La plate-forme de vote électronique est scellée et descellée au niveau national.

Le dépouillement des votes électroniques doit pouvoir être effectué urne par urne dans n'importe quel ordre.

4.1.4.7. Interface de contrôle

La plate-forme de vote électronique dispose d'une interface de contrôle. Elle répond aux mêmes spécifications techniques que la plate-forme de vote. Seules les personnes habilitées et autorisées peuvent accéder à cette interface.

L'accès à l'interface de contrôle est sécurisé et les échanges chiffrés selon le protocole HTTPS.

L'identité de chaque utilisateur habilité accédant à des zones réservées de la plate-forme de vote électronique doit pouvoir être vérifiée. Chaque identifiant doit pouvoir être associé à un profil utilisateur. Les accès par identifiant/authentification au minimum sont assortis d'une politique de gestion stricte des utilisateurs. Un utilisateur peut accéder aux scrutins d'une CCI, de plusieurs, voire de toutes.

Le candidat proposera des dispositifs d'accès plus sécurisés que l'identification par mot de passe, notamment pour les utilisateurs disposant de droits étendus ou de droits sur tous les scrutins

L'interface de contrôle permet de vérifier que toutes les urnes ont été scellées avant le scellement technique définitif de la plate-forme de vote électronique.

4.1.4.8. Opérations de dépouillement

Conformément à la réglementation en vigueur, il est procédé au recensement et au dépouillement des votes en séance publique par le Président de la COE assisté d'au moins deux scrutateurs afin de permettre une proclamation en public des résultats en respectant les contraintes réglementaires (voir plannings prévisionnels).

Les modalités d'organisation du dépouillement relèvent de la compétence de chaque COE.

A titre indicatif, il est procédé en général à un dépouillement catégorie par catégorie sans possibilité de démembrement au cours des opérations de dépouillement d'une catégorie.

La plate-forme de vote électronique fournit les outils permettant de vérifier que l'ensemble des données de vote sont scellées.

La plate-forme de vote électronique a une fonction de dépouillement avec édition sécurisée. Il permet le décompte des voix et l'édition des mentions requises pour l'attribution des sièges.

La plate-forme de vote électronique permet l'affichage des éléments permettant de contrôler le dépouillement électronique.

La plate-forme de vote électronique a une fonction de clôture des opérations de dépouillement.

Dès la fin du vote, le contenu des urnes, les listes d'émargement et les états courants gérés par les serveurs de vote sont figés, horodatés et scellés. Le dépouillement est actionné par des clés de chiffrement. Les supports nécessaires au stockage des clés de chiffrement et de déchiffrement de chaque scrutin sont fournis aux COE par le Titulaire en prévoyant un support supplémentaire par COE.

La plate-forme de vote électronique permet l'affichage des éléments permettant de suivre et de contrôler le dépouillement.

Les résultats sont délivrés automatiquement par actionnement simultané des clés de chiffrement. Le décompte des voix apparaît de manière lisible à l'écran et fait l'objet d'une édition sécurisée.

4.1.4.8.1. Edition des résultats et répartition des sièges

La plate-forme de vote doit permettre à chaque COE d'attribuer les sièges catégorie par catégorie et de proclamer les membres élus.

La plate-forme de vote permet le téléchargement des résultats en voix et en sièges pour l'ensemble des scrutins.

La plate-forme de vote permet le calcul du nombre de sièges catégorie par catégorie selon les modalités de calcul fixées par la réglementation en vigueur relative au scrutin.

Il couvre le besoin de restitution des résultats en nombre de voix et en sièges pour les différents scrutins :

- Nombre d'inscrits, de votants, de vote nul, de bulletins blancs, de suffrages exprimés et le nombre de voix obtenues ;
- Le calcul du nombre de sièges attribués à chaque liste ou groupement ;

La plate-forme de vote électronique permet la restitution du taux de participation pour l'ensemble des scrutins et, le cas échéant, la valorisation des résultats ventilés à des fins statistiques.

4.1.4.8.2. Annulation d'élections, élections intermédiaires

Le présent marché inclut l'organisation du vote électronique suite à d'éventuelles annulations des élections ce qui, dans ce cas, implique une adaptation des modalités initiales. La réglementation en vigueur prévoit que le processus électoral se déroule selon des règles similaires mais selon un calendrier accéléré.

Le présent marché inclut l'organisation du vote électronique suite à d'éventuelles élections intermédiaires (élections partielles, élections suite à des fusions de chambres par exemple) ce qui, dans ce cas, implique une adaptation des modalités initiales. La réglementation en vigueur prévoit que le processus électoral se déroule selon des règles similaires.

Dans l'hypothèse où de nouvelles élections devaient être organisées en raison d'une anomalie imputable directement au Titulaire, celui-ci doit non seulement mettre en œuvre toutes les mesures correctives nécessaires dans les plus brefs délais mais également prendre en charge le coût engendré par lesdites élections quel qu'en soit le montant.

4.1.5. Suspension du vote

La plate-forme de vote doit permettre de suspendre et de réactiver une, plusieurs ou toutes les élections.

4.1.6. Renvoi du matériel de vote

Le Titulaire doit proposer un service de renvoi du matériel de vote, accessible sur la plate-forme de vote sans authentification.

Le renvoi du matériel de vote doit être approuvé par la COE.

4.2. Exigences non fonctionnelles

4.2.1. Référentiels applicables

La plate-forme de vote électronique doit assurer un niveau permanent de sécurité conforme aux lois et règlements applicables à cette élection. Il doit donc être compatible avec les Référentiels Généraux en vigueur dans le secteur public, pour ce type de projet.

Les candidats sont informés que certains référentiels sont susceptibles d'évoluer entre la date de publication du présent marché et la date de tenue des élections des membres des
--

CCI. À titre d'exemple, la CNIL¹ et l'ANSSI² ont ouvert des consultations publiques portant sur l'actualisation de leurs référentiels d'exigences applicables aux plate-formes de vote électronique.

Le Titulaire, en répondant au présent marché, s'engage à disposer d'une plate-forme conforme aux recommandations en vigueur au moment de la tenue des élections.

4.2.1.1. CNIL

La plate-forme de vote électronique doit être conforme aux dispositions réglementaires et aux recommandations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) applicables à cette élection.

A cet égard, le processus global et chacun des éléments constitutifs de la plate-forme de vote électronique sont impérativement conformes à la délibération CNIL n° 2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote électronique. Le dispositif proposé par le prestataire devra répondre aux exigences du niveau n°3.

La plate-forme de vote électronique doit être conforme aux dispositions réglementaires et recommandations de la CNIL applicables à cette élection. Les recommandations de la CNIL sont détaillées dans le Cadre de réponses techniques. Le Titulaire, en complétant ce cadre de réponse, s'engage sur les moyens mis en œuvre pour le respect des prescriptions de la CNIL. Le Titulaire doit être en mesure de prouver que les exigences liées à la sécurité des données et traitements sont respectées par ses éventuels sous-traitants.

4.2.1.2. Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le Titulaire doit respecter les recommandations de la CNIL vis-à-vis de l'application du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Le Titulaire, CCI France et les éventuels Tiers désignés sont tenus au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elles ont accès pour les besoins de l'exécution du présent marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par CCI France afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une modification du marché par les parties.

La nature des opérations réalisées sur les données est :

- Implantation de données, jeux de données, documents, informations et fichiers informatiques et notamment les listes électorales, les bulletins de vote, les circulaires, les professions de foi ;
- Génération de données, jeux de données, documents, informations et fichiers informatiques et notamment les fichiers des électeurs, les listes d'émargement, les votes, les procès-verbaux des résultats ;
- Hébergement des données, jeux de données, documents, informations et fichiers informatiques, et notamment les urnes électroniques ;
- L'établissement, le cas échéant, de statistiques telles que taux de participation.

¹ <https://www.cnil.fr/fr/recommandation-vote-par-correspondance-electronique-la-cnil-ouvre-une-consultation-publique>

² <https://cyber.gouv.fr/actualites/appele-commentaires-sur-le-vote-par-internet-pour-les-elections-non-politiques>

Les finalités du traitement sont la création, l'hébergement et l'infogérance de la plate-forme de vote électronique et la réalisation des élections des membres des CCI.

Les données à caractère personnel traitées sont celles mentionnées au présent CCTP, au CCAP ainsi que celles mentionnées dans le cadre des spécifications techniques et fonctionnelles.

Les catégories de personnes concernées sont les électeurs et les candidats.

Les destinataires des données à caractère personnel sont différents selon les données concernées :

- Fichiers des électeurs : les CELE, le Titulaire et les tiers autorisés ;
- Listes d'émargement : les COE, le Titulaire et les tiers autorisés ;
- Les circulaires et professions de foi : les candidats, les électeurs, les COE, le Titulaire et les tiers autorisés ;
- Les bulletins de vote : les COE, le Titulaire, les électeurs et les tiers autorisés ;
- Les résultats : les COE, le Titulaire et les tiers autorisés.

4.2.1.3. Sécurité

La plate-forme de vote électronique et la plate-forme qui l'héberge doivent être conformes au Référentiel Général de Sécurité (RGS).

À la date de la publication du présent marché, ce référentiel est disponible dans sa version 2.0³.

4.2.1.4. Interopérabilité

La plate-forme de vote électronique doit se conformer au Référentiel Général d'Interopérabilité (RGI).

À la date de la publication du présent marché, ce référentiel est disponible dans sa version ⁴~~2.0~~_{1.0}, officialisé par l'arrêté du 20 avril 2016.

4.2.1.5. Accessibilité

La plate-forme de vote électronique doit respecter les normes et standards en matière d'accessibilité et notamment être en conformité avec le Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations (RGAA) et respecter les standards internationaux du W3C⁵ (World Wide Web Consortium).

À la date de la publication du présent marché, ce référentiel est disponible dans sa versions ⁴~~2.0~~_{1.0}.

Il est attendu que la plate-forme respecte les règles d'accessibilité et qu'elle permette aux électeurs malvoyants et non-voyants de voter.

4.2.2. Sécurité de l'information

La sécurisation des données collectées par un système d'information passe par l'adoption de mesures de protection pour assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des informations.

³ <https://cyber.gouv.fr/le-referentiel-general-de-securite-version-20-les-documents>

⁴ <https://www.numerique.gouv.fr/publications/interoperabilite/>

⁵ <https://www.w3.org/WAI/standards-guidelines/fr>

⁶ <https://accessibilite.numerique.gouv.fr/>

4.2.2.1. Confidentialité

Si un système matériel permet d'héberger plusieurs scrutins, il doit mettre en œuvre une solution technique permettant d'isoler chaque scrutin sur un système informatique distinct de manière à garantir que chaque système soit indépendant et se comporte de manière autonome.

Le Titulaire doit garantir que chaque COE est informée automatiquement et immédiatement de tout accès par le Titulaire à la plate-forme de vote électronique. La plate-forme de vote doit donc comprendre un module permettant la remontée automatique de cette information à la commission.

Toutes les actions effectuées sur le serveur de la plate-forme de vote ainsi que celles concernant le déroulement du scrutin doivent faire l'objet d'une journalisation. L'intégrité de cette journalisation doit être garantie à tout moment par un procédé cryptographique.

La COE, quant à elle, a compétence pour prendre toute mesure d'information et de sauvegarde, et notamment pour décider la suspension des opérations de vote. La plate-forme de vote électronique doit permettre d'informer les électeurs de cette éventuelle décision.

Durant le scrutin seul le nombre de votants peut être divulgué ; il est en tout état de cause interdit de pouvoir accéder à des résultats partiels. Durant les scrutins, la liste d'émargement ainsi que les indicateurs de suivi (nombre de votants, taux de participation, ...) ne doivent cependant être accessibles qu'aux membres de la COE ou autres personnes habilitées.

4.2.2.2. Intégrité

La solution doit permettre de se prémunir contre toutes :

- Attaques du système de transmission : câbles, fibres optiques, saturations volontaires des supports, écoutes malveillantes des données, connexions pirates sur le réseau ;
- Attaque des serveurs : accès sans autorisation aux fonctions du serveur, saturation des accès par paquets non conformes, virus de type chevaux de Troie ;
- Attaques des stations de vote : usurpation d'identité, détournement de l'accès au site internet de la plate-forme de vote électronique pour capturer les paramètres saisis par l'électeur, virus ou commandes permettant de capturer ou modifier des paramètres ou de détourner des transactions.

La plate-forme de vote électronique doit être capable de fournir les éléments techniques permettant au minimum de prouver de façon irréfutable que :

- Le procédé de scellement est resté intègre durant le scrutin ;
- Les clés de chiffrement/déchiffrement ne sont connues que de leurs seuls Titulaires ;
- Le vote est anonyme ;
- La liste d'émargement ne comprend que la liste des électeurs ayant voté ;
- L'urne dépouillée est bien celle contenant les votes des électeurs et qu'elle ne contient que ces votes ;
- Aucun décompte partiel n'a pu être effectué durant le scrutin ;
- La procédure de décompte des votes enregistrés doit pouvoir être déroulée de nouveau.

L'accès à la plate-forme de vote électronique n'est possible que pour les personnes appelées à voter aux élections des CCI.

Tous les accès à la plate-forme de vote électronique sont tracés. L'authentification des électeurs est assurée par un serveur dédié après saisie par l'utilisateur du code d'identification, d'un défi et du mot de passe. Toute personne non reconnue n'a pas accès aux pages de la plate-forme de vote.

La saisie de son code d'identification, du défi et de son mot de passe par l'électeur vaut ainsi signature de la liste d'émargement dès réception du vote. A l'aide de ce code à usage unique, l'électeur peut voter en toute confidentialité en se connectant sur le site internet de la plate-forme de vote électronique sécurisé de l'élection créée par le Titulaire.

L'identité de chaque utilisateur (administrateur, gestionnaire, etc...) accédant à des zones réservées de la plate-forme de vote électronique doit pouvoir être vérifiée. Chaque identifiant doit pouvoir être associé à un profil utilisateur.

Les accès par identifiant/mot de passe sont assortis d'une politique de gestion stricte des utilisateurs (mot de passe de longueur suffisante, alphanumérique, ...).

L'intégrité de la plate-forme de vote électronique et des données du vote doit être garantie et contrôlée en permanence.

Chaque liste d'émargement et chaque urne électronique doivent faire l'objet d'un procédé garantissant leur intégrité durant le vote, c'est-à-dire assurant qu'ils ne peuvent respectivement être modifiés que par l'ajout d'un bulletin et d'un émargement, dont l'intégrité est assurée, d'un électeur authentifié de manière non-frauduleuse.

En conformité avec les exigences CNIL, la plate-forme de vote électronique doit donner la possibilité de procéder à des opérations de scellement successives ou simultanées sous la responsabilité des COE :

- Avant le début du scrutin : scellement des plateformes de vote, des listes de candidats, des fichiers des électeurs ;
- A la fermeture du vote : scellement de chaque urne et de chaque liste d'émargement;
- Après le dépouillement : la plate-forme de vote électronique doit être bloquée et les fichiers des logiciels et de données doivent être conservés sous scellés jusqu'au terme du renouvellement général des membres ou CCI, annulation comprise.

Le scellement s'appuie sur des algorithmes publics réputés forts. La vérification des scelllements doit pouvoir se faire à tout moment, y compris durant le déroulement du scrutin, sans altérer le processus de vote. Chaque COE doit disposer d'outils dont l'utilisation ne requiert pas l'intervention du Titulaire pour procéder à la vérification du scellement.

La plate-forme de vote électronique doit assurer une fonction d'horodatage permettant de garantir la date et l'heure de l'émargement.

L'émargement doit se faire dès la validation du vote de façon à ce qu'aucun autre vote, pour un scrutin donné, ne puisse intervenir à partir des éléments d'authentification de l'électeur déjà utilisés.

Dans tous les cas, la plate-forme de vote électronique doit garantir que l'identité de l'électeur ne peut pas être mise en relation avec l'expression de son vote, et cela à tout moment du processus de vote, y compris après le dépouillement. A cet effet, les données relatives aux électeurs ainsi que celles relatives à leur vote sont contenues et traitées au sein de bases de données distinctes, dédiées et isolées les unes des autres.

Ce procédé doit déceler toute autre modification de la plate-forme de vote électronique.

4.2.2.3. Disponibilité

La disponibilité de la plate-forme de vote électronique doit être maximale tant au niveau matériel qu'au niveau accessibilité réseau.

Le Titulaire met en place une organisation, des procédures et des moyens matériels et logiciels permettant de détecter rapidement la survenance des incidents, d'assurer la continuité ou la reprise d'activité et de revenir à un fonctionnement nominal.

Tout incident, empêchant l'utilisation de la plate-forme de vote électronique, est tracé et remonté au Comité de projet.

Durant la période de vote, les électeurs peuvent utiliser le site internet de la plate-forme de vote électronique 24 h/24, 7 j/7 sans aucune interruption. La durée d'indisponibilité maximale admissible est de 30 minutes sur toute la durée du scrutin. Aucune perte de données n'est admise. Le candidat indique dans sa réponse les modalités techniques mises en place pour permettre ce niveau de service.

Le Titulaire propose une architecture garantissant cette très haute-disponibilité (équipements redondés sur différents site internet de la plate-forme de vote électronique, mécanismes de réplication des données en temps réel, ...).

4.2.2.4. Traçabilité

En cas de recours contentieux, le candidat est capable de répondre à toute demande d'expertise judiciaire à la demande du juge électoral et d'apporter toute preuve du respect des principes électoraux.

Le Titulaire rechargera la plate-forme de vote électronique pour la tenue de la nouvelle élection et conservera ces nouveaux éléments sous scellés selon les mêmes modalités que celles prévues lors de l'élection initiale.

A ces fins, le Titulaire conserve sous scellés une copie de la plate-forme de vote électronique ayant fait l'objet de l'audit l'expertise indépendante et de la recette interne, et notamment les fichiers supports comprenant la copie des programmes sources et des programmes exécutables, les matériels de vote, les fichiers d'émargement, de résultats et de sauvegarde jusqu'au terme du renouvellement général des membres des CCI, annulation comprise.

Le Titulaire doit justifier de leur caractère original et fidèle jusqu'à la fin des délais de recours ou, en cas de recours, jusqu'à épuisement de la procédure.

4.2.3. Exigences relatives aux données à caractère personnel

La plate-forme de vote électronique constitue un traitement de Données à Caractère Personnel (DCP) telles que définies au CCAP, qui doit être conforme aux dispositions du cadre législatif et réglementaire de la protection des DCP et notamment la Loi Informatique et Libertés (LIL), le RGPD comme avec les orientations adoptées par la CNIL en la matière.

Le processus global et chacun des éléments constitutifs de la plate-forme de vote électronique sont impérativement conformes à la délibération CNIL n° 2019-053 du 25 avril 2019.

Le Titulaire doit être en mesure de prouver que les exigences liées à la sécurité des Données à caractère personnel et traitements sont respectées par ses éventuels sous-traitants.

Les DCP transmises au Titulaire doivent être utilisées strictement pour la réalisation de l'objet du présent marché et dans le cadre de l'exécution des prestations prévues par ledit marché. Le Titulaire se porte garant de l'intégrité et de la confidentialité de ces DCP.

La confidentialité des DCP est également opposable aux techniciens en charge de la gestion ou de la maintenance de la plate-forme de vote électronique.

Les fichiers comportant des DCP transmis au Titulaire ne peuvent être utilisés qu'aux fins décrites dans le présent CCTP et ne peuvent être divulgués sous peine de sanctions notamment pénales encourues au titre des articles 226-15 et 226-21 et suivants du Code pénal.

Le Titulaire doit également s'engager à restituer les fichiers restant en sa possession à l'issue des opérations électorales et à détruire toutes les copies totales ou partielles qu'il aurait été amené à effectuer sur quelque support que ce soit.

4.2.4. Accès à la plate-forme de vote électronique

L'ensemble des électeurs dispose d'un environnement informatique hétérogène. Les élections ayant une couverture nationale (France métropolitaine et DOM), le Titulaire fournit une plate-forme accessible sans prérequis technique particulier.

4.2.4.1. Compatibilité logicielle

La plate-forme de vote électronique est accessible sur une interface en mode HTTPS et être utilisé :

- Depuis le matériel fonctionnant sous les systèmes d'exploitation les plus utilisés et notamment Microsoft Windows, MacOS /iOs, Linux/Unix ou Android ;
- Depuis les navigateurs internet les plus utilisés et notamment Chrome/Chromium, Safari, Firefox, Samsung Internet, Internet Explorer / Edge ou Opera sur les équipements fixes et Chrome, Safari, Samsung Internet, UC Brower, Firefox et Opéra sur les terminaux mobiles.

La plate-forme doit à minima être compatible avec les versions maintenues par leurs fournisseurs respectifs.

4.2.4.2. Comptabilité matérielle

Le Titulaire propose une solution technique minimisant la logistique du support et de déploiement de l'accès à la plate-forme de vote électronique et doit s'affranchir de toute contrainte matérielle.

Les résolutions d'écran des postes des électeurs comme des tablettes et des smartphones sont variables et hétérogènes. La plate-forme de vote électronique doit donc s'adapter à toute configuration d'écran (site web adaptatif).

4.2.4.3. Contraintes réseau

La solution doit comporter le moins de contraintes techniques possible de mise en œuvre (adresse IP, noms de domaines, ports ouverts, NAT, filtrage, Pare-feux, proxy). L'accès à la plate-forme de vote se fait exclusivement en HTTPS, seul ce port est obligatoirement ouvert à destination du site internet de la plate-forme de vote électronique.

Compte tenu des débits Internet variables selon les départements et en particulier le temps de réponse, le poids des pages doit être limité.

4.2.4.4. Ergonomie

Compte tenu du niveau informatique hétérogène des électeurs, une ergonomie particulièrement simple du site internet de la plate-forme de vote électronique est mise en place.

Les informations communiquées sur la plate-forme doivent l'être dans une optique Facile À Lire et à Comprendre (FALC).

4.2.5. Indicateurs sur l'usage de la plate-forme

La solution doit enregistrer l'usage de la plate-forme par les électeurs (exemple : nombre de visites, temps passé sur la plate-forme, pourcentage de connexion / votes confirmés) pour permettre à CCI France d'appréhender l'efficacité de la plate-forme et en tirer des enseignements en prévision de ses futures élections. Ces éléments sont remis à CCI France à la demande de celle-ci.

Les données enregistrées ne doivent pas permettre d'identifier un électeur par recoupement d'information. À ce titre, il convient notamment d'éviter de monitorer la géolocalisation des connexions de manière trop précise.

4.2.6. Exigences environnementales

Soucieuse de limiter l'impact environnemental de ses achats, CCI France intègre dans le présent CCTP des dispositions environnementales visant à favoriser le caractère écoresponsable des prestations réalisées dans le cadre du présent marché. Ainsi le Titulaire doit être force de proposition pour améliorer la performance environnementale des prestations mobilisées.

Durant l'exécution des prestations, il s'assure du respect de ces obligations environnementales et communique, sur demande de CCI France, les éléments de preuve associés.

Il est attendu du Titulaire qu'il :

- Favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train. Les déplacements en avion doivent être exceptionnels ;
- Privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence) ;
- Assure la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible), encres végétales, réduction des substances toxiques ;
- Prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés ;
- Mette en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés).

5. PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues sont décrites dans le présent chapitre, en présentant successivement les prestations forfaitaires puis les prestations unitaires, à bons de commande.

5.1. Partie forfaitaire

5.1.1. Construction de la plate-forme de vote électronique (« build »)

La phase de construction de la plate-forme de vote électronique inclut toutes les opérations permettant d'aboutir à une solution prête à être utilisée pour la tenue des élections.

5.1.1.1. Initialisation du marché

Dès la notification du marché, une réunion d'initialisation est organisée⁷.

En complément, à partir des informations collectées à l'occasion de l'initialisation et du cadrage du marché, le Titulaire prend en charge la finalisation du Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et du Plan d'Assurance Sécurité (PAS) dont des modèles ont été fournis dans le cadre de sa réponse.

Le PAQ et le PAS doivent être mis à jour en cas de modifications des informations qui y figurent en cours de projet.

Chaque version du PAQ et du PAS est soumise à la validation de CCI France.

5.1.1.2. Spécifications détaillées de la plate-forme de vote électronique

Dans le cadre de sa prestation, le Titulaire doit mettre à disposition de CCI France une plate-forme de vote électronique adapté au contexte organisationnel, fonctionnel et technique de l'organisation des élections des membres des CCI.

Pour cela, des adaptations (paramétrages, développements spécifiques...) sur la plate-forme « native » du Titulaire peuvent être nécessaires.

Le Titulaire a la charge de centraliser dans un document de spécifications détaillées toutes les adaptations à réaliser sur sa plate-forme pour la rendre compatible avec les besoins de CCI France. Les spécifications rédigées par le Titulaire doivent notamment permettre de :

- Définir le paramétrage de la plate-forme de vote électronique ;
- Préciser les fonctionnalités exposées dans le présent CCTP et les règles de gestion qui vont leur être associées ;
- Préciser les développements spécifiques pour les éventuelles fonctionnalités qui ne seraient pas couvertes par la plate-forme de vote électronique du Titulaire en standard ;
- Spécifier le contenu, le fonctionnement et l'architecture de la plate-forme de vote électronique à mettre en œuvre en adéquation avec les exigences listées dans le présent document.

Pour identifier ces adaptations et constituer les spécifications fonctionnelles, le Titulaire se base sur les éléments transmis dans la présente consultation ainsi que sur des ateliers de conception dont l'organisation et les modalités sont laissés à son initiative et qu'il est invité à décrire dans le cadre de sa réponse.

⁷Cf. § « Pilotage du marché et des prestations ».

Le Titulaire s'engage à fournir à CCI France, toute la documentation décrite ci-dessus.

5.1.1.3. Réalisation des adaptations sur la plate-forme

Le Titulaire met à disposition de CCI France une instance de la plate-forme de vote électronique :

- En conformité totale avec les attentes et les contraintes exprimées dans les documents contractuels du présent accord-cadre et notamment le présent CCTP ;
- Permettant de réaliser les opérations de vote des membres de CCI décrites dans le présent document ;
- Portant les adaptations identifiées dans les spécifications détaillées.

5.1.1.4. Mise à disposition d'instances de la plate-forme de vote électronique

Le Titulaire met à disposition de CCI France :

- Un environnement de production ;
- Et un environnement de test, qui sert à la recette, ainsi qu'aux éventuelles démonstrations et formations. Cet environnement est laissé à la disposition de CCI France jusqu'à la fin de la phase « Élections générales des membres des CCI ».

À l'exception de la période des élections sur l'environnement de production, l'accès à ces environnements est restreint aux personnels autorisés du Titulaire et de CCI France.

Le Titulaire assure l'hébergement et l'infogérance des différentes instances de plate-forme de vote électronique.

Par la suite, le Titulaire doit avoir la capacité de remettre à disposition de CCI France les instances de plate-forme de vote électronique en cas d'élections partielles dans une CCI⁸.

5.1.1.5. Recette de la plate-forme

Le Titulaire met à disposition de CCI France un environnement de test, qui sert à la recette, ainsi qu'aux éventuelles démonstrations et formations. Cet environnement est laissé à la disposition de CCI France jusqu'à la fin de la phase « Élections générales des membres des CCI ».

Le Titulaire assiste CCI France par tous moyens dans la recette et la validation du paramétrage mis en œuvre sur la plate-forme de vote électronique. Plusieurs itérations de recette peuvent être nécessaires pour aboutir à une version satisfaisante de la solution.

Lors de chaque livraison, le Titulaire fournit :

- Un rapport des tests unitaires, d'intégration et de non-régression qu'il a réalisé ;
- La documentation complète de la plate-forme de vote électronique :
 - La documentation de la plate-forme de vote « standard »
 - Les spécifications détaillées à jour ;
 - Le mode d'emploi actualisé de la plate-forme de vote électronique à destination des électeurs ;
 - L'accès à une foire aux questions (FAQ) actualisée à destination des électeurs ;

⁸Cf. chapitre « Élection des membres d'une CCI ».

- Le mode d'emploi actualisé de l'administration de la plate-forme de vote électronique à destination de l'équipe électorale ;
- L'accès à une foire aux questions (FAQ) actualisée à destination des équipes électorales.

5.1.1.6. Répétition générale de la procédure de vote

CCI France souhaite organiser une « répétition générale » de la totalité des étapes de vote en lien avec la plate-forme de vote électronique, en amont de la période des élections générales des membres des CCI. Cette répétition permet à CCI France et au Titulaire de :

- De valider tous les processus et outils, aussi bien organisationnels, fonctionnels que techniques retenus pour la préparation et la conduite des élections ;
- De vérifier la conformité des processus et outils par rapport aux exigences du cadre législatif et réglementaire du vote électronique et au niveau de sécurité requis pour l'homologation de la plate-forme de vote électronique.

La répétition générale consiste en l'organisation et la tenue simultanée :

- D'une élection « test » au cours de laquelle le processus global permettant d'organiser et de tenir les élections est joué de bout en bout. Cette élection « test » doit mettre en œuvre l'intégralité des opérations pré et post-électorales en lien avec la plate-forme de vote telles que décrites dans le présent document ;
- La réalisation de tests techniques de performances de la plate-forme de vote électronique mis en œuvre par le Titulaire au moyen d'un processus automatisé ;
- Les tests d'arrêt et de reprise d'activité aux fins de valider le PCA et le PRA.

La programmation, les modalités et le périmètre précis de la répétition générale est établie conjointement par CCI France et le Titulaire. Ces éléments sont centralisés par le Titulaire dans un document de synthèse.

5.1.1.7. Réalisation d'une analyse d'impact sur la protection des données

Une analyse d'impact sur la protection des données (AIPD) est une étude qui doit être menée lorsqu'un traitement de données personnelles est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées.

L'AIPD se décompose en trois parties :

- Une description détaillée du traitement mis en œuvre, comprenant tant les aspects techniques qu'opérationnels ;
- L'évaluation, de nature plus juridique, de la nécessité et de la proportionnalité concernant les principes et droits fondamentaux (finalité, données et durées de conservation, information et droits des personnes, etc.) non négociables, qui sont fixés par la loi et doivent être respectés, quels que soient les risques ;
- L'étude, de nature plus technique, des risques sur la sécurité des données (confidentialité, intégrité et disponibilité) ainsi que leurs impacts potentiels sur la vie privée, qui permet de déterminer les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les données.

Il est attendu du Titulaire qu'il prenne en charge la réalisation de l'analyse d'impact. Pour ce faire, le Titulaire peut être amené à solliciter la contribution d'intervenants de CCI France.

Dans sa réponse, le Titulaire précise la méthodologie qu'il souhaite mettre en place et les ressources nécessaires à la réalisation de cette étude.

5.1.2. Contribution à l'expertise indépendante

Conformément à la réglementation, une vérification de la conformité aux exigences de la CNIL et du niveau de sécurité offert pour le vote est effectuée sous la responsabilité d'un expert du domaine, indépendant, mandaté par CCI France.

L'expertise doit couvrir l'intégralité du dispositif installé avant le scrutin (logiciel, serveurs, ...), l'utilisation du système de vote électronique durant le scrutin et les étapes postérieures au vote (dépouillement, archivage, ...).

Cet expert indépendant est chargé de réaliser un audit du système de vote électronique lors des tests à blanc. Il peut également réaliser un audit complémentaire et/ou des vérifications ponctuelles au cours du marché.

Dans le cadre des prestations, il est attendu du Titulaire qu'il apporte son concours à l'expert indépendant dans la conduite de ses opérations de vérification et qu'il l'assiste au besoin.

Par ailleurs, il est attendu du Titulaire qu'il prenne en compte les recommandations de l'expert au niveau du système de vote électronique afin que le processus électoral puisse se dérouler en conformité avec la réglementation en vigueur et les recommandations de la CNIL.

Dans le cadre des audits et des vérifications ponctuelles menés par l'expert indépendant, le Titulaire du marché est conduit à :

- Participer aux réunions organisées par l'expert indépendant ;
- Planifier des réunions avec l'expert indépendant ;
- Se rendre avec l'expert indépendant sur le site internet du système de vote électronique d'hébergement du système de vote électronique ;
- Etablir un compte-rendu de ses interventions auprès de l'expert indépendant au cours de son audit et au cours d'un éventuel audit complémentaire et/ou vérifications ponctuelles ;
- Répondre à toutes questions de l'expert indépendant.

5.1.3. Élections générales des membres des CCI

La phase d'élections générales des membres des CCI inclut toutes les opérations relatives à la tenue des élections générales dans toutes les CCI prévue à l'automne 2026.

5.1.3.1. Gestion des fichiers de paramétrages

Dans le cadre du paramétrage des élections sur la plate-forme de vote, CCI France est amené à fournir au Titulaire des informations sous forme de fichiers. Le contenu présumé de ces fichiers de paramétrage est décrit en annexe.

5.1.3.2. Assistance auprès des utilisateurs

Tout au long de la durée des élections (période d'annulation comprise), le Titulaire fournit aux utilisateurs (CCI France, organisateurs des scrutins et aux électeurs) une assistance de niveau 1 et 2 sur la plate-forme.

Le support d'assistance est mentionné sur le site internet de la plate-forme de vote électronique. Il est également accessible à tout électeur qui n'aurait pas reçu son matériel de vote.

5.1.3.2.1. Assistance de niveau 1

L'utilisateur contacte un téléassistant par téléphone ou mail. L'assistance répond aux questions de l'interlocuteur qui juge de la gravité de la situation. En cas de problème technique simple lié à une méconnaissance du logiciel ou du matériel, l'intervenant prodigue des conseils

à l'utilisateur. Le technicien de niveau 1 dispose d'un guide donnant des solutions aux problèmes les plus fréquents.

5.1.3.2.2. Assistance de niveau 2

Quand le problème n'a pas trouvé de solution au niveau 1, sa résolution est confiée à un technicien plus qualifié qui prend en charge l'utilisateur. Le technicien a la capacité de qualifier l'origine de la complication et de guider l'utilisateur dans son traitement. Le diagnostic détermine la suite des interventions.

5.1.3.2.3. Disponibilité

Le Titulaire doit mettre à disposition des utilisateurs une assistance accessible 24/7 en raison des élections qui se déroulent dans les DOM. Le Titulaire met à disposition un numéro de téléphone unique non surtaxé et une adresse électronique.

En dehors de la période de votre électronique, l'assistance doit être joignable en jours ouvrés et horaires de bureau.

5.1.3.2.4. Traçabilité

Le Titulaire tient à la disposition de CCI France la liste des contacts reçus avec les renseignements suivants : nom et prénom du demandeur, canal de communication (téléphone ou mail), jour et heure de du contact, nature de la demande.

5.1.3.3. Renvoi du matériel de vote

La procédure de renvoi du matériel de vote peut être initiée par un internaute ou par la COE.

La procédure à l'initiative de l'internaute est la suivante :

- Le Titulaire collecte la demande de l'utilisateur, qui doit joindre une pièce d'identité (CNI ou Passeport) ;
- Le Titulaire notifie la COE ;
- La COE enregistre l'acceptation ou le refus de la demande sur la plate-forme de vote ;
- Le demandeur est notifié de la décision :
 - Si la demande est acceptée, son matériel de vote est renvoyé, par mail uniquement.
 - En cas de refus, celui-ci doit être motivé par l'administrateur (zone de texte à inclure dans le mail de rejet).

La procédure à l'initiative de la COE est la suivante :

- La COE effectue une demande de renvoi du matériel de vote sur la plate-forme de vote ;
- Le demandeur est notifié et son matériel de vote lui est renvoyé, par mail uniquement.

Lorsqu'un nouveau matériel de vote est généré, le Titulaire rend les moyens d'authentification initiaux inutilisables ;

Les demandes réalisées doivent être conservées jusqu'à l'issue de la période de recours en annulation de l'élection concernée.

5.1.4. Maintenance

La plate-forme de vote électronique bénéficie d'une maintenance technique et applicative jusqu'à la fin du marché, couvrant la période de renouvellement général des membres d'une CCI, les éventuelles annulations de scrutins et les éventuelles élections partielles.

5.2. Partie à bons de commande

5.2.1. Élections des membres d'une CCI

De nouvelles élections peuvent être organisées au sein d'une CCI en cas d'annulation du scrutin (dans les semaines qui suivent les élections générales) ou de la tenue d'élections partielles en cours de mandature.

Dans ce cas de figure, sur demande de CCI France, le Titulaire doit pouvoir remettre à disposition de la CCI concernée la plate-forme de vote électronique, dans une version compatible avec la réglementation et les référentiels d'exigences en vigueur au moment de la nouvelle election.

Les prestations attendues sont identiques à celles décrites dans le chapitre « Élections générales des membres des CCI » mais à l'échelle d'une seule CCI.

L'impression et l'expédition initiale du matériel de vote dans le cadre des élections pour une CCI sont gérés par un bon de commande (cf. Chapitres suivants).

5.2.2. Impression et expédition du matériel de vote papier

Pour les électeurs devant recevoir le matériel de vote par voie postale, le Titulaire prend en charge l'impression, la mise sous pli et l'expédition / routage du matériel de vote.

Le Titulaire se charge de l'impression de la notice explicative du vote et de la transmission des éléments d'identification de l'électeur pour permettre le vote électronique. Ce document unique regroupe la notice explicative et les informations permettant l'identification de l'électeur au format A4. Le document pourra faire l'objet d'une impression en couleur ou noir et blanc.

Pour l'impression de ces courriers, le Titulaire met en place un processus sécurisé qui doit pouvoir être audité sur place.

Le détail du contenu de ces éléments est défini lors de la phase de spécifications détaillées de la plate-forme de vote électronique.

Le matériel de vote porte néanmoins des éléments personnalisés par CCI (logo, adresse, etc.). Dès lors, chaque COE a la responsabilité de la validation de son BAT avant la signature du BAT général par CCI France.

Concernant l'expédition du matériel de vote, 2 possibilités sont prévues :

1. Les COE qui souhaitent se faire expédier le matériel de vote et qui se chargeront de le re-router vers les électeurs ;
2. Les COE qui souhaitent que le matériel de vote soit expédié directement vers les électeurs.

Le choix entre les deux possibilités est à la discrétion de chaque COE.

5.2.2.1. Spécificités de l'expédition du matériel de vote à la COE

Dans le cas 1, les courriers sont classés par catégorie et, le cas échéant par sous-catégorie, par code postal croissant puis par ordre alphabétique croissant en utilisant le nom patronymique de l'électeur.

L'expédition du matériel s'effectue à l'adresse indiquée par chaque COE.

5.2.2.2. Spécificités de l'expédition du matériel de vote directement aux électeurs

L'expédition du matériel de vote s'effectue à l'adresse de l'électeur mentionnée dans le fichier des électeurs.

5.2.3. Expédition du matériel de vote dématérialisé

A partir des informations des fichiers des électeurs, le Titulaire assure la création et la fourniture des codes d'accès au vote électronique pour chaque électeur selon les prescriptions réglementaires.

Le Titulaire propose des procédures de génération et de transmission permettant de conserver le caractère confidentiel du code secret durant toutes les étapes.

5.2.3.1. Vérification de la validité des mails

En amont de l'envoi du matériel de vote, un courriel test est envoyé à tous les électeurs éligibles à la réception du matériel de vote en version dématérialisée.

Ce test a vocation à vérifier la validité des adresses mails contenues dans les listes d'électeurs constituées par les CCI. Les modalités précises de "validation" d'un courriel seront détaillées dans la phase de spécification détaillées.

5.2.3.2. Envoi initial du matériel de vote

Le Titulaire prend en charge l'envoi initial ainsi que la totalité des échanges dématérialisés entre l'électeur et la plate-forme de vote.

Le renvoi du matériel de vote en cas de perte ou vol fait l'objet d'une autre prestation (cf. § "Renvoi du matériel de vote")

5.2.4. Formation d'utilisateurs

Le Titulaire réalise, avec le concours de CCI France, la conception des modules de formation ainsi que l'organisation et l'animation de sessions de formation des équipes électorales comprenant au moins des représentants de chambres et des Préfectures.

A ce titre, le Titulaire :

- Conçoit des formations à destination des utilisateurs de la plate-forme de vote électronique et il élabore un plan de formation ;
- Réalise la formation des personnes qui auront à interagir avec la plate-forme de vote électronique ainsi que les personnes en charge de l'assistance (au-delà du niveau 2) ;
- Conçoit les supports et outils nécessaires aux formations. Il les mettra à disposition des personnels formés après validation préalable du comité projet.

Les formations ont lieu en distanciel uniquement.

La formation recouvre en particulier les principes du vote électronique, les typologies des rôles dans le vote électronique, une présentation de la sécurité et des responsabilités relevant de l'utilisation du vote électronique adaptée selon les différents profils ainsi qu'une formation à l'utilisation de la plate-forme de vote électronique pour chacun des rôles.

Les formations sont assurées par des formateurs expérimentés disposant de compétences pédagogiques et maîtrisant les concepts fonctionnels, juridiques, organisationnels et techniques du vote électronique en général et de la plate-forme de vote mise en place pour les élections des membres des chambres en particulier.

6. MISE EN ŒUVRE ET D'EXECUTION DU MARCHE

6.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de CCI France tout au long de la durée du marché.

6.2. Lieu d'exécution

Les réunions se déroulent en présentiel dans les locaux de CCI France ou en visioconférence selon les besoins et les demandes de CCI France. Le reste des prestations se déroulent dans les locaux du Titulaire.

Pour la bonne réalisation du pilotage du projet, CCI France met à disposition du Titulaire des salles de réunions.

6.3. Outillage

CCI France met à la disposition des équipes techniques du Titulaire plusieurs outils, à savoir :

- Un outil de gestion et de suivi des anomalies accessible à l'équipe projet, Mantis ;
- Un espace collaboratif accessible via Teams, permettant d'échanger des documents.

Dans le cas où le Titulaire propose ses propres outils pour la réalisation des prestations, il est invité à motiver sa proposition dans le cadre de sa réponse. Un arbitrage sera pris lors de la réunion d'initialisation du marché.

6.4. Organisation et correspondants du Titulaire

Au regard du contexte, le Titulaire doit mettre à disposition et justifier impérativement d'une équipe avec les compétences et expériences suivantes :

- Expérience sur l'organisation de scrutins de vote électronique avec un volume similaire à ceux prévus dans le cadre du présent marché ;
- Expertise sur le paramétrage et l'exploitation des plate-formes de vote électronique
- Orientation et pilotage des priorités pour arriver à une solution opérationnelle,
- Mise en place de projets dans des contextes présentant une complexité organisationnelle et technique ;
- Capacité d'animation d'un groupe de collaborateurs techniques et/ ou fonctionnels ;
- Capacité à transférer des connaissances via des formations et des bases documentaires.

Pour répondre à des problématiques d'organisation et du respect d'un calendrier imparti, CCI France souhaite que le Titulaire désigne un Chef de projet qui aura la charge d'assurer le pilotage transverse et de garantir la cohérence de l'ensemble du projet.

A ce titre, le Chef de projet doit s'assurer de disposer d'une équipe clairement identifiée, intégrant un système de backup, qui suit CCI France tout au long du contrat :

- Un responsable de contrat : en charge du suivi global de la prestation et des aspects contractuels ;

- Une équipe fonctionnelle et technique expérimentée et rompue aux prestations relatives à la conception, l'adaptation et la maintenance de plate-formes de vote électronique ;
- Un RSSI et un DPO référents, pour accompagner l'équipe dans la prestation auprès de CCI France.

6.5. Organisation et correspondants de CCI France

Au sein de CCI France, l'équipe projet est composée d'une directrice de projet pour les élections des membres des CCI. Elle s'appuie sur :

- Un interlocuteur de la direction des achats pour le pilotage administratif et contractuel du marché ;
- Un interlocuteur de la Direction des Systèmes d'Information (DSI) ;
- Un interlocuteur de la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) pour porter les exigences fonctionnelles ;
- Le DPO et le RSSI de CCI France.

Le suivi de la prestation est effectué par l'équipe projet de CCI France. Celle-ci a en charge le suivi et la coordination de l'exécution des prestations. Le marché sera animé par des comités décrits dans les chapitres suivants.

6.6. Pilotage du marché et des prestations

Les réunions organisées dans le cadre de la phase « projet » du marché (de l'initialisation du marché à la fin du délai de recours contentieux des scrutins) sont intégrés dans le chiffrage forfaitaire du Titulaire.

Les réunions supplémentaires sont à prévoir dans l'unité d'œuvre relative à l'organisation d'élections annulées ou partielles.

6.6.1. Initialisation et cadrage du marché

Le projet débute par une réunion de cadrage, en présentiel dans les locaux de CCI France, dont les objectifs sont les suivants :

- Présenter les parties prenantes du projet, côté Titulaire et côté CCI France ;
- Rappeler les attentes de CCI France ;
- Exposer les grandes lignes de la méthodologie et de la solution proposée par le Titulaire ;
- Identifier les premières actions à réaliser (définition des modalités d'échanges au sein de l'équipe projet, accès aux outils, etc.) ;
- Déterminer l'organisation et la planification des étapes suivantes.

Lors de la réunion d'initialisation du marché, le Titulaire propose à CCI France des indicateurs de qualité conformes au marché. CCI France retient ou propose d'autres indicateurs. Une fois la convergence faite, ces indicateurs sont suivis à chaque COPIL. Ils sont notamment reportés dans le support du COPIL.

Le Titulaire est chargé de la préparation, de l'animation et de la rédaction du compte-rendu de cette réunion.

6.6.2. Comité de pilotage

Instance	Participants	Thèmes	Périodicité
Comité de pilotage (COFIL)	L'équipe du projet CCI France, le Titulaire représenté par son chef de projet et par un décisionnaire (Directeur de projet)	Synthèse de l'avancement, revue du planning, des risques des principales actions, du suivi contractuel et financier, premier niveau d'arbitrage, évaluation de la satisfaction client	Mensuel pendant la phase « projet » Si nécessaire ensuite (ex : en cas d'élection partielle)

6.6.3. Comité de projet (COPROJ)

Instance	Participants	Thèmes	Périodicité
Comité de projet (COPROJ)	L'équipe pilotage du projet CCI France, le Titulaire représenté par son chef de projet et éventuellement des membres de l'équipe opérationnelle	Synthèse de l'avancement, revue des actions, de leur planification et des éventuels incidents	Hebdomadaire à bimensuel pendant la phase « projet » Si nécessaire ensuite (ex : en cas d'élection partielle)

6.6.4. Commission technique nationale

Cette commission est instituée par l'article R.713-25-1 qui dispose :

Une commission technique nationale, dont les membres sont désignés par arrêté du ministre de tutelle, est chargée de contrôler le déroulement du vote électronique.

En cas de dysfonctionnement de la plate-forme de vote électronique compromettant le bon déroulement du scrutin, la commission technique nationale peut prendre toute mesure d'information et de sauvegarde et, le cas échéant, décider de la suspension des opérations de vote.

6.6.5. Livrables

Pour chaque réunion dont il a en charge l'animation, le Titulaire transmet à CCI France :

- Le support de la réunion à J-2 minimum ;
- Le compte rendu de la réunion à J+2 maximum.

6.7. Niveau de service sur les anomalies

Une anomalie est un écart écarts entre les exigences / spécifications et le comportement constaté de la solution. Des anomalies peuvent être identifiées lors de la phase de recette ou en "production", c'est-à-dire pendant la période de vote.

6.7.1. Classification des anomalies

Les anomalies détectées sont classifiées en 3 niveaux de sévérité :

- **Anomalie bloquante** : Anomalie rendant impossible l'utilisation normale d'une ou plusieurs fonctionnalités, sans solution de contournement ;
- **Anomalie majeure** : Anomalie bloquante ayant fait l'objet d'une solution de contournement ou toute anomalie autre que bloquante impliquant un fonctionnement en mode dégradé d'une ou plusieurs fonctionnalités de l'application ;
- **Anomalie mineure** : Anomalie qui n'est ni bloquante ni majeure.

Il appartient à CCI France de décider de la classification des anomalies.

6.7.2. Délais de correction des anomalies

Le tableau suivant récapitule les délais de correction attendus pour les anomalies.

Ce délai court à partir du signalement de l'anomalie aux services du Titulaire jusqu'au déploiement du correctif sur l'environnement souhaité (ex : recette en phase recette, production en phase production).

Classification	Phase "recette"	Phase "production"
Bloquante	3 jours ouvrés	Immédiate
Majeure	5 jours ouvrés	Immédiate
Mineure	10 jours ouvrés	2 jours ouvrés

En phase de production, le signalement d'une anomalie doit immédiatement mobiliser les équipes du Titulaire pour une résolution dans les plus brefs délais du problème rencontré.

6.7.3. Contenu des fiches de demande de correction

Les fiches de demande de correction contiennent les informations suivantes :

- Le numéro de la fiche de demande de correction ;
- L'identité de l'émetteur ;
- L'état de la fiche d'anomalie (les états possibles dépendent de l'outil sélectionné lors de la réunion d'initialisation du marché) ;
- La date et l'heure d'émission de la fiche ;
- La classification de l'anomalie Bloquant / Majeur / Mineur ;
- Les informations détaillées et nécessaires à la compréhension et la correction de l'anomalie.

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : Fichiers à charger sur la plate-forme de vote

Pour chaque typologie de fichier à charger sur la plate-forme de vote, le Titulaire doit proposer à chaque interlocuteur concerné côté réseau des CCI un processus d'échanges sécurisé. Idéalement, le chargement des fichiers peut se faire directement sur la plate-forme de vote électronique.

Les contenus décrits dans le présent chapitre correspondent aux fichiers utilisés lors des élections de 2021 et est présenté à titre indicatif.

7.1.1. Logos

Chaque CCI organisatrice d'un scrutin doit fournir un logo qui est chargé sur la plate-forme de vote.

Le nom, le format (image) et la taille des logos sont fixés dans le cadre des spécifications détaillées de la plate-forme.

Les logos sont utilisés :

- Sur le site de vote, après l'authentification de l'utilisateur ;
- Sur le message ou courrier accompagnant le matériel de vote.

7.1.2. Fichier de structure électorale

Le fichier de structure électorale liste les informations relatives à chaque scrutin.

Le nom, le format du fichier et l'organisation des colonnes sont fixés dans le cadre des spécifications détaillées de la plate-forme.

À titre d'information, ce fichier était structuré comme suit lors des élections 2021 (1 fichier pour l'ensemble des CCI, 1 ligne par scrutin) :

Col	Champ	Format	Long.	Obligatoire	Commentaire
A	CODE CCI	Numérique	3	Obligatoire	Code unique de référence de la CCI - Norme Telefirm Information : le Code CCI est composé du Numéro de département + 1 chiffre Exemple : 011
B	LIBELLE CCI	Alphanumérique	100	Obligatoire	Nom de la CCI Exemple : CCI de l'Ain
C	CODE CATEGORIE	Alphanumérique	1	Obligatoire	Valeur libre Exemple : "C" (Commerce), "I" (Industrie), "S" (Services) ou Autre
D	LIBELLE CATEGORIE	Alphanumérique	45	Obligatoire	Catégorie libre de la CCI Exemples : "Commerce", "Industrie", "Services" ou Autre
E	CODE SOUS CATEGORIE	Alphanumérique	2	Facultatif	Liste des sous-catégories est propre à chaque CCI Exemples : « C1 », « C2 », « I1 », « I2 », « S1 », « S2 »,...
F	LIBELLE SOUS CATEGORIE	Alphanumérique	45	Facultatif	Libellé de la sous-catégorie Exemple : « moins de 10 salariés »
G	NB SIEGES CCIR	Numérique	2	Obligatoire	Nombre de sièges disponible pour le scrutin CCIR A noter : il est possible d'avoir 0 siège
H	NB SIEGES CCIT	Numérique	2	Obligatoire	Nombre de sièges disponible pour le scrutin CCIT A noter : il est possible d'avoir 0 siège.
I	TITRE SITE DE VOTE	Alphanumérique	100	Obligatoire	Le titre situé sur la bannière en haut de l'écran, sur les pages « Choix du vote », « Confirmation du vote » et « Accusé de réception ». Exemple : Elections des membres des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Ain 2021

J	BULLETIN DE VOTE LIBELLE CCIR	Alphanumérique	100	Facultatif	Le libellé du CCIR affiché sur le bulletin de vote Exemple : Chambre de commerce et d'industrie de région Auvergne - Rhône-Alpes
K	BULLETIN DE VOTE LIBELLE CCIT	Alphanumérique	100	Facultatif	Le libellé du CCIT affiché sur le bulletin de vote Exemple : Chambre de commerce et d'industrie de l'Ain
L	BULLETIN DE VOTE LIBELLE TYPE CATEGORIE	Alphanumérique	15	Obligatoire	Le libellé est mentionné sur le Bulletin de vote Exemples : « Catégorie », « Sous-catégorie », « Collège ».
M	BULLETIN DE VOTE LIBELLE SIEGE 1	Alphanumérique	100	Facultatif	Le libellé est mentionné sur le Bulletin de vote Exemple : Chambre de commerce et d'industrie de région Auvergne - Rhône-Alpes
N	BULLETIN DE VOTE LIBELLE SIEGE 2	Alphanumérique	100	Obligatoire	Le libellé est mentionné sur le Bulletin de vote Exemple : Chambre de commerce et d'industrie de l'Ain
O	BULLETIN DE VOTE LIBELLE SIEGE 3	Alphanumérique	100	Obligatoire	Le libellé est mentionné sur le Bulletin de vote Exemple : Chambre de commerce et d'industrie de l'Ain
P	BULLETIN DE VOTE TITRE BULLETIN 1	Alphanumérique	100	Facultatif	Le libellé est mentionné sur le Bulletin de vote Exemple : Chambre de commerce et d'industrie de région Auvergne - Rhône-Alpes et Chambre de commerce et d'industrie de l'Ain
Q	BULLETIN DE VOTE TITRE BULLETIN 2	Alphanumérique	100	Obligatoire	Le libellé est mentionné sur le Bulletin de vote Exemple : Chambre de commerce et d'industrie de l'Ain
R	MESSAGE ASSISTANCE	Alphanumérique	256	Facultatif	Par exemple : ", au 01 02 03 04 05, ouvert du lundi au vendredi, 9h00 à 18h00"
S	TELEPHONE CCI	Alphanumérique	100	Facultatif	Par exemple : « 01 02 03 04 05 »
T	EMAIL CCI	Alphanumérique	100	Facultatif	Par exemple : « ccideparis-election@cciparis.fr »
U	URL SITE CCI PF	Alphanumérique	100	Obligatoire	Information « Les professions de foi des candidats sont disponibles sur le site de vote et sur le site de votre CCI » sur le courrier électeur. Par exemple : www.larochelle.cci.fr
V	R731-8	Alphanumérique	10	Obligatoire	Exemple : « true » ou « false »

7.1.3. Fichier des électeurs de chaque CCI

Le fichier des électeurs liste les informations relatives à chaque électeur inscrit à un scrutin. Le nom, le format du fichier et l'organisation des colonnes sont fixés dans le cadre des spécifications détaillées de la plate-forme.

À titre d'information, ce fichier était structuré comme suit lors des élections 2021 (1 fichier par CCI, 1 ligne par électeur) :

Col	Champ	Format	Long.	Obligatoire	Commentaire
1	CODE CCI	Numérique	3	Obligatoire	Code unique de référence de la CCI - Norme Telefirm Information : le Code CCI est composé du Département + 1 chiffre.

					Exemple : 011 ----- La donnée doit être renseignée et correspondre à un CODE CCI de la Structure Electorale. >>> Sinon : Erreur bloquante
2	CODE DELEGATION	Alphanumérique	3	Facultatif	Obligatoire pour les CCI avec délégation ----- Si la donnée est renseignée, elle doit être composée de 3 caractères alphanumériques maximum. >>> Sinon : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
3	CODE CATEGORIE	Alphanumérique	1	Obligatoire	Valeur "C" (Commerce), "I" (Industrie) ou "S" (Services) ----- La donnée doit être renseignée et correspondre à un CODE CATEGORIE de la Structure Electorale. >>> Sinon : Erreur bloquante
4	CODE SOUS CATEGORIE	Alphanumérique	2	Facultatif	La liste des sous-catégories est propre à chaque CCI. >> Facultatif et ignoré pour les CCI sans sous-catégorie. >> Obligatoire et contrôlé pour les CCI ayant des sous-catégories ----- Si CCI sans sous-catégorie, la donnée doit être ignorée. Si CCI ayant des sous-catégories, elle doit correspondre à un CODE SOUS CATEGORIE de la Structure Electorale. >>> Sinon : Erreur bloquante
5	NUMERO ELECTEUR	Numérique	10	Obligatoire	Numéro d'ordre unique de l'électeur dans sa CCI. Le nombre de caractère doit être de 10 caractères et remplis avec des 0 à gauche si besoin ----- La donnée doit être renseignée, être composée de 10 caractères numériques et doit être unique. >>> Sinon : Erreur bloquante A NOTER : Lors de l'import du fichier, le Numéro Electeur figurant dans le système de vote sera la concaténation « CODE CCI de l'électeur + NUMERO ELECTEUR ». Le Numéro d'un Electeur dans l'ensemble du système de vote sera donc composé de 13 caractères numériques.
6	CLE INTERNE CCI	Alphanumérique	20	Facultatif	C'est une donnée interne aux CCI. ----- Si la donnée est renseignée, elle doit être composée de 20 caractères alphanumériques maximum. >>> Sinon : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import
7	CIVILITE	Alphanumérique	4	Facultatif	"(Valeur null)", "MR", "M.", "MME" ou "MLLE" ----- Si la donnée est renseignée, elle doit être égale à « M. », « MR », « MME » et « MLLE ». >>> Sinon : Erreur bloquante
8	NOM D'USAGE	Alphanumérique	34	Obligatoire	S'il n'est pas possible d'exporter séparément nom et prénom, ils seront exportés et concaténés dans ce champ, laisser le champ PRENOM vide. Pour les électeurs, dont le nom d'usage est identique au nom de famille, copier ici le nom de famille. La donnée doit être renseignée et être composée de 34 caractères alphanumériques au maximum. Si non renseignée : Erreur bloquante. Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
9	PRENOM	Alphanumérique	30	Facultatif	Prénom d'usage uniquement. Laisser vide si le champ NOM D'USAGE contient déjà un prénom. ----- La donnée doit être composée de 30 caractères alphanumériques au maximum. >>> Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.

10	DATE DE NAISSANCE	Numérique	8	Obligatoire	<p>Sous le format JJMMAAAA "Donnée Défi" permettant à l'électeur de se connecter au site de vote (recommandation CNIL). Il est donc primordial que ce champ soit renseigné et le plus fiable possible. Si la date de naissance n'est pas connue, elle doit être renseignée à 01011901 et dans ce cas aucun contrôle n'est fait lors de phase de vote Si la date de naissance est renseignée, l'année de naissance doit être égale ou supérieure à 1890.</p> <p>La donnée doit être composée de 8 caractères numériques strictement, sous le format JJMMAAAA, et AAAA ≥ 1900</p> <p>Si renseignée et contrainte non respectée: Erreur bloquante</p>
11	NOM DE FAMILLE	Alphanumérique	34	Facultatif	<p>La donnée doit être composée de 30 caractères alphanumériques au maximum.</p> <p>Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.</p>
12	TYPE ELECTEUR	Alphanumérique	3	Facultatif	<p>Code correspondant au type d'électeur (électeur de droit, supplémentaire ou conjoint).</p> <p>-----</p> <p>La donnée doit être composée de 3 caractères alphanumériques au maximum.</p> <p>>>> Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.</p>
13	CODE GREFFE	Alphanumérique	5	Facultatif	<p>Code identifiant le greffe du tribunal de commerce dont dépend l'électeur</p> <p>-----</p> <p>La donnée doit être composée de 5 caractères alphanumériques au maximum.</p> <p>>>> Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import</p>
14	NUMERO SIREN	Numérique	9	Obligatoire	<p>(*) Doit être complété avec des 0 à gauche pour faire 9 caractères</p> <p>-----</p> <p>La donnée doit être renseignée, être composée strictement de 9 caractères numériques</p> <p>>>> Si non renseignée : Erreur bloquante.</p> <p>>>> Si renseignée et est composée d'un nombre de caractères est inférieur à 9 caractères : Erreur bloquante.</p> <p>>>> Si renseignée et est composée d'un nombre de caractères est supérieur à 9 caractères : Erreur NON bloquante; mais, la donnée sera tronquée à l'import.</p>
15	NUMERO NIC	Numérique	5	Obligatoire	<p>Champ à positionner à "00000" si non connu SIRET = SIREN+NIC</p> <p>(*) Doit être complété avec des 0 à gauche pour faire 5 caractères"</p> <p>-----</p> <p>La donnée doit être renseignée, être composée strictement de 5 caractères numériques</p> <p>>>> Si non renseignée : Erreur bloquante.</p> <p>>>> Si renseignée et est composée d'un nombre de caractères est inférieur à 5 caractères : Erreur bloquante avec Affichage du NUMERO NIC.</p> <p>>>> Si renseignée et est composée d'un nombre de caractères est supérieur à 5 caractères : Erreur NON bloquante avec Affichage du NUMERO NIC; mais, la donnée sera tronquée à l'import</p>
16	RAISON SOCIALE	Alphanumérique	38	Facultatif	<p>La donnée doit être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum.</p> <p>Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.</p>
17	ENSEIGNE	Alphanumérique	38	Facultatif	<p>La donnée doit être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum.</p>

					Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
18	NAF	Alphanumérique	5	Facultatif	Justifie la catégorie ----- La donnée doit être composée de 5 caractères alphanumériques au maximum. >>> Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
19	TYPE FORME JURIDIQUE	Alphanumérique	1	Facultatif	"A" (personne physique) ou "B" (personne morale) A ou B + SIREN = RCS ----- La donnée doit être égale à « A » ou « B ». >>> Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
20	ADRACH DESTINATAIRE	Alphanumérique	38	Obligatoire	Destinataire (CIVILITE-NOM-PRENOM). Dans le cas d'une personne physique, si la raison sociale ou l'enseigne est connue, faire figurer la mention connue. Dans le cas d'une personne morale, faire figurer la raison sociale ou à défaut l'enseigne, si l'une des deux est connue. > Dans ces deux cas, faire figurer dans le champ "ADRACH COMPLEMENT 1, la civilité, le nom et le prénom. La donnée doit être renseignée, être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum Si non renseignée : Erreur bloquante. Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
21	ADRACH COMPLEMENT 1	Alphanumérique	38	Facultatif	Eléments situés à l'intérieur d'un bâtiment (N° APP ou BAL-ETAGE-COULOIR-ESC) ----- La donnée doit être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum. >>> Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
22	ADRACH COMPLEMENT 2	Alphanumérique	38	Facultatif	Eléments situés à l'extérieur d'un bâtiment (ENTREE-BATIMENT-IMMEUBLE-RESIDENCE) ----- La donnée doit être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum. >>> Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
23	ADRACH VOIE	Alphanumérique	38	Facultatif	Voie (NUMERO-LIBELLE DE LA VOIE) ----- La donnée doit être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum. >>> Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
24	ADRACH LIEU DIT	Alphanumérique	38	Facultatif	Lieu-dit (ou Service particulier de distribution) ----- La donnée doit être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum. >>> Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
25	ADRACH CODE POSTAL	Alphanumérique	5	Obligatoire	Code Postal (ou Code Cedex) ----- Si le pays d'acheminement est vide ou FRANCE, la donnée doit être renseignée, et être composée strictement de 5 caractères alphanumériques Si ADRACH PAYS = (VIDE) ou ADRACH PAYS = FRANCE : >>> Si non renseignée : Erreur bloquante. >>> Si renseignée et longueur non égale à 5 : Erreur bloquante.
26	ADRACH LOCALITE	Alphanumérique	32	Obligatoire	Localité de destination (ou Libellé Cedex) ----- La donnée doit être renseignée, être composée de 32 caractères alphanumériques au maximum.

					>>> Si non renseignée : Erreur bloquante. >>> Si renseignée et est composée d'un nombre de caractères supérieur à 32 caractères : Erreur NON bloquante; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
27	ADRACH PAYS	Alphanumérique	38	Facultatif	La donnée doit être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum. Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
28	ADRJUR DESTINATAIR E	Alphanumérique	38	Obligatoire	Destinataire (CIVILITE-NOM-PRENOM) Dans le cas d'une personne physique, si la raison sociale ou l'enseigne est connue, faire figurer la mention connue. Dans le cas d'une personne morale, faire figurer la raison sociale ou à défaut l'enseigne, si l'une des deux est connue. > Dans ces deux cas, faire figurer dans le champ "ADRACH COMPLEMENT 1, la civilité, le nom et le prénom. La donnée doit être renseignée, être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum Si non renseignée : Erreur bloquante. Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
29	ADRJUR COMPLEMEN T1	Alphanumérique	38	Facultatif	Eléments situés à l'intérieur d'un bâtiment (N° APP ou BAL-ETAGE-COULOIR-ESC) ----- La donnée doit être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum. >>> Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
30	ADRJUR COMPLEMEN T2	Alphanumérique	38	Facultatif	Eléments situés à l'extérieur d'un bâtiment (ENTREE-BATIMENT-IMMEUBLE-RESIDENCE) ----- La donnée doit être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum. >>> Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
31	ADRJUR VOIE	Alphanumérique	38	Facultatif	Voie (NUMERO-LIBELLE DE LA VOIE) ----- La donnée doit être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum. >>> Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
32	ADRJUR LIEU DIT	Alphanumérique	38	Facultatif	Lieu-dit (ou Service particulier de distribution) ----- La donnée doit être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum. >>> Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
33	ADRJUR CODE POSTAL	Alphanumérique	5	Obligatoire	Code Postal (ou Code Cedex) ----- Si le pays juridique est vide ou FRANCE, la donnée doit être renseignée, et être composée strictement de 5 caractères alphanumériques Si ADRJUR PAYS = (VIDE) ou ADRJUR PAYS = FRANCE : >>> Si non renseignée : Erreur bloquante. >>> Si renseignée et longueur non égale à 5 : Erreur bloquante.
34	ADRJUR LOCALITE	Alphanumérique	32	Obligatoire	Localité de destination (ou Libellé Cedex) ----- La donnée doit être renseignée, être composée de 32 caractères alphanumériques au maximum. >>> Si non renseignée : Erreur bloquante. >>> Si renseignée et est composée d'un nombre de caractères supérieur à 32 caractères : Erreur NON bloquante; mais, la donnée sera tronquée à l'import.

35	ADR JUR PAYS	Alphanumérique	38	Facultatif	La donnée doit être composée de 38 caractères alphanumériques au maximum. Si renseignée et longueur non respectée : Erreur NON bloquante ; mais, la donnée sera tronquée à l'import.
36	EMAIL	Alphanumérique	255	Facultatif	Email de l'électeur (Volumétrie attendue 10% environ) ----- La donnée EMAIL doit respecter les contraintes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Son format est de type « a@a.a » ; • Longueur entre 5 et 255 ; • Contient un caractère [a-z] [A-Z] [0-9] et « _ » (souligné) en première lettre sur chaque partie (les 3 « a » dans l'exemple du format) ; • Contient uniquement des caractères [a-z] [A-Z] [0-9] [_.-+] après le premier caractère de chaque partie ; • Contient un seul « @ ». >>> Si renseignée et le format ne respectent pas les contraintes : Erreur BLOQUANTE
37	TELEPHONE	Alphanumérique	50	Facultatif	Numéro de téléphone MOBILE de l'électeur (Volumétrie attendue 10% environ). Le numéro de téléphone DOIT correspondre à un numéro de téléphone mobile puisqu'il sera utilisé (uniquement) pour envoyer un SMS Le format vivement recommandé est le ITU E164 Exemples : 0607080910 pour un portable français au format local +33607080910 pour le même numéro au format international +32451234567 pour un portable belge

7.1.4. Fichier des personnes habilitées à accéder au site gestionnaire

Le fichier des personnes habilitées à accéder au site gestionnaire liste les informations relatives aux gestionnaires des scrutins et leurs habilitations pour accéder au site "Gestionnaire" de la plate-forme de vote électronique.

Le nom, le format du fichier et l'organisation des colonnes sont fixés dans le cadre des spécifications détaillées de la plate-forme.

À titre d'information, ce fichier était structuré comme suit lors des élections 2021 (1 fichier pour l'ensemble des CCI, 1 ligne par utilisateur) :

Col	Champ	Format	Long.	Obligatoire	Commentaire
A	GROUPE	Alphanumérique	10	Obligatoire	Groupe d'habilitation
B	NOM	Alphanumérique	50	Obligatoire	Nom de l'utilisateur
C	PRENOM	Alphanumérique	50	Obligatoire	Prénom de l'utilisateur
D	EMAIL	Alphanumérique	100	Obligatoire	Courriel de l'utilisateur
E	PERIMETRE	Numérique	50	Obligatoire	Périmètre d'habilitation : Les Codes des CCI séparées par des virgules Exemple : 973,175 > Si le périmètre est toutes les CCI, il faut renseigner « NATIONAL »